

Le Midi Rouge

Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon

N°19, Juin 2012

Directeur de Publication :

Nicolas MARTY

Rédacteur en Chef :

Patrick VAZEILLES

Commission paritaire :

N° ISSN : 1778 – 8927

Imprimerie spéciale de

l'association MAITRON

LR

Abonnement institutionnel :

15 €, port inclus

Abonnement individuel :

7 €, port inclus

Adhésion (avec

abonnement) :

15 €, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT

Hélène CHAUBIN

Olivier DEDIEU

Raymond HUARD

Nicolas MARTY

Patrick VAZEILLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION : p. 2

BIOGRAPHIES :

Miquèl Ruquet : *Vidalou Michel (Miquel) dit Sébastien*.....p. 3

Olivier Dedieu : *Meynier Auguste*.....p. 4

André Balent : *Paret-Escudié Urbain*.....p. 5

André Balent : *Marx Charles [Marx Karl à l'état civil ; pseudonyme de résistance : « Charles Martinot » (1943), « Charles Hauvignier » (1943), « commandant Renaud » (1944)]*.....p. 8

André Balent et Jacques Blin : *Meyer Victor, Antoine dit « Totor » [« Jean-Louis » dans la Résistance]*.....p. 13

Jacques Blin : *Maillet-Camo Armande, Marie, Jeanne [Maillet Armande, Marie, Jeanne née Camo]*.....p. 15

LECTURES CHOISIES :

Miquèl Ruquet : *Nouveau Dictionnaire de biographies roussillonnaises*, sous la direction de Gérard Bonet avec la collaboration d'André Balent, Étienne Frénay, Nicolas Marty, Michelle Ros, 1789-2011 ; volume 1 ; tome 1 : A - L., publications de l'Olivier, Perpignan, 2011, 699 p.p. 18

Patrick Vazeilles : *À l'arrière du front. Le Gard, un département mobilisé, 1914-1919*, par Raymond Huard, Uzès, Inclinaison, Petite Bibliothèque d'histoire, 2011, 178 p., ill.p. 20

NOTES DE RECHERCHES :

Xavier Verdejo : *Invitation au débat : état des lieux sur le « Midi rouge »*p. 22

André Balent : *Reconquista de España : nouvelles précisions sur la présence de l'AGE/UNE à la frontière des Pyrénées-Orientales en septembre 1944*p. 31

Helène Chaubin : *Notes sur la toponymie urbaine dans l'Hérault de 1944 à 1970*.....p. 37

Raymond Huard : *Un colloque historique franco-algérien à Nîmes sur la fédération de France du FLN (1954-1962)*.....p. 44

PRÉSENTATION DU MAITRON

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément « le Maitron », recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Penneret a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>) . Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant certaines de leurs biographies par ailleurs publiées dans le *Maitron*. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Olivier DEDIEU

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon
CEPEL, Faculté de Droit
39, rue de l'Université, 34 060 Montpellier Cedex

dedieu.olivier@free.fr

06 64 88 57 35

Pour tout envoi et règlement, contactez directement le trésorier :

André Balent
29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan
04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69

cat-ab-balent@wanadoo.fr.

BIOGRAPHIES :

VIDALOU Michel (Miquel) dit Sébastien

Né le 26 septembre 1884 à Ille-sur-Têt (Pyrénées-Orientales) ; mort à Ille-sur-Têt le 8 avril 1945 ; anarchiste ; antimilitariste ; insoumis en 1914.

Michel Vidalou naquit le 26 septembre 1884 à Ille-sur-Têt dans une famille d'agriculteurs Joseph Vidalou (né en 1845 à Ille) et Anne Ribes (née en 1851). Marié à une date non connue à Marguerite, Anne, Jeanne, Calmon, originaire de Carcassonne (Aude), il exerça à Ille la profession de maréchal-ferrant. Il ne manifesta pas d'idées antimilitaristes puisqu'il accomplit son service militaire au 3^e régiment d'artillerie de Castres (Tarn), du 8 octobre 1905 au 18 septembre 1906. Il obtint un certificat de bonne conduite.

Dans les listes des insoumis établies en juillet 1915, il résidait à Figueres (Province de Gérone, Espagne) depuis deux ans et avait catalanisé son prénom, Miquel. Il ne rejoignit pas l'armée et il fut donc un des rares anarchistes à être allé au bout de ses idées antimilitaristes. L'armée le déclara insoumis seulement le 20 janvier 1918. Pendant toute la guerre, il vécut à Figueres avec sa femme et, au début, avec l'anarchiste Étienne Alart* qui avait quitté Ille la veille de la mobilisation pour rejoindre Vidalou. Le couple considérait leur hôte comme « un vrai crampon » dans un courrier de février 1915. Il continua d'échanger du courrier avec « le camarade » François Doutres. François, Joseph, Jean Doutres était né le 6 septembre 1880 à Montauriol dans une famille d'agriculteurs. C'était un maçon révolutionnaire et libertaire. Il possédait un « caractère exalté et violent » selon la police. En avril 1909, avec Boniface Escudier*, maire socialiste de Canohès (Pyrénées-Orientales), dirigeant du Syndicat des ouvriers agricoles, et l'anarcho-syndicaliste Vassail*, il relança Germinal, la section antimilitariste de Perpignan. Il était considéré par la police comme l'« alter-ego » de Vassail. En 1910, il fut secrétaire de la Bourse du travail de Perpignan et membre du syndicat des terrassiers, aides maçons et similaires. Vidalou, dans le courrier qu'il lui adressa en février 1915, rejetait la guerre et parlait de « foule immonde », « des tigres de France [qui] achèveront bientôt de se battre ». Il semblait éprouver de la joie aux défaites françaises : « c'est avec joie que j'éprouve la leçon que la France reçoit, que te dirais [-je] de plus que le communisme est loin d'être réalisable ».

Même si Michel Vidalou inquiétait moins les autorités françaises qu'Alart, son domicile fut perquisitionné par la police espagnole à la demande du commissaire spécial de Cerbère en octobre 1914. La vie était difficile à Figueres par manque de travail et il le signalait dans sa lettre : « Avec le cri de la guerre, tous les patrons ont cessé leur travail, il y a un chômage complet. Moi, depuis la Noël que je n'avais rien fait et maintenant, je travaille dans une scierie de bois. Nous faisons dix heures de travail pour gagner 2 Fr. 75, c'est joli pour Figueres. Enfin sans pouvoir travailler, j'étais résolu à faire comme les lapins à vivre d'herbes ». Alart adopta par contre les pratiques des anarchistes illégalistes, la « récupération », c'est-à-dire le vol, ce que ne fit pas Vidalou.

Michel Vidalou fit sa soumission à Perpignan le 3 octobre 1921. Comme les insoumis ne furent pas touchés par les mesures d'amnistie, il fut condamné par le conseil de guerre du

26 novembre 1921 à cinq ans de prison pour insoumission en temps de guerre. C'était le maximum de la peine encourue. Il fut incarcéré au pénitencier d'Albertville (Savoie) le 1^{er} décembre 1921. Il bénéficia d'une remise de peine d'un an le 31 janvier 1924, 6 mois le 6 février 1924 et 3 mois le 20 décembre 1924, ce qui permet de conclure que sa peine fut augmentée en prison. Il fut élargi le 10 janvier 1925 après quatre ans et trois mois d'emprisonnement. Il revint à Ille-sur-Têt où il exerça la profession de scieur. Il divorça à une date inconnue. Il mourut à Ille à l'âge de soixante ans le 8 avril 1945.

SOURCES : AN F7-14700 : Déserteurs et insoumis signalés comme réfugiés à l'étranger. Lettre de Barcelone du 6 juillet 1915, envoyée par le SCR à l'Intérieur (Sûreté Générale). Liste des déserteurs connus du consulat général à la date du 5 juillet 1915 et établie par le commissaire spécial de Cerbère. — Arch. Dép. Pyrénées-Orientales, 1 R 471, registre matricule de la classe 1904. — ADPO 5 Mi 250, d'état civil de la commune d'Ille-sur-Têt (année 1845). — ADPO 5 Mi 317, état civil de la commune de Montauriol (année 1880). — ADPO 5 Mi 252, état-civil d'Ille-sur-Têt (année 1884). — ADPO 2 J 37 : questionnaire sur la Bourse du Travail de septembre 1911, complété et envoyé par le préfet au ministre de l'Intérieur. — ADPO 2 R 227 : courrier du général Ferré, commandant la 16e Région militaire, au préfet le 16 mars 1916. — ADPO 4 M 148 : rapport du commissaire spécial de Cerbère au préfet le 8 septembre 1914. — ADPO 1 M 618 Lettre de Figueras du 2 février 1915 (Adresse Miquel Vidalou, Figueras). — Arch. Com. d'Ille-sur-Têt, acte d'état-civil n° 49 de 1945 (décès). — *La Bataille Sociale* (1909-1910), organe des socialistes révolutionnaires des Pyrénées-Orientales.

Miquèl RUQUET

*

MEYNIER Auguste, Pierre

Né le 18 janvier 1897 à La Serverette (Lozère), décédé le 23 décembre 1967 à Mauguio (Hérault) ; propriétaire viticulteur, pépiniériste ; maire et conseiller général SFIO de Mauguio ; résistant .

Fils de Jean Meynier, cultivateur, Auguste Meynier fut engagé volontaire en 1916, après avoir été ajourné en 1915. Soldat dans l'artillerie, il fut démobilisé en 1919 avec le grade de maréchal des logis. Habitant Mauguio, il adhéra à la SFIO et fut, dès 1924, secrétaire adjoint de la section de la ville. Investi dans les mouvements agricoles, il était par ailleurs membre du conseil d'administration de la caisse locale du crédit agricole dans les années 1930.

Durant la Seconde Guerre mondiale, il s'engagea dans la Résistance et fut membre des Groupes Francs de Combat puis des MUR (1943-1944). Il devint, à la Libération, président du comité local de libération au titre du MLN puis président de la délégation spéciale. En 1945, il fut élu maire de la commune et devint conseiller général. Il conserva ses deux mandats jusqu'à son décès, après sa dernière réélection, comme conseiller général en 1967. En 1953, Auguste Meynier fut attaqué sur sa gestion municipale par une délégation de contribuables dans laquelle figurait le radical Bassaget, l'ancien maire et conseiller général de Mauguio. Condamné par le tribunal correctionnel de Montpellier à une amende pour utilisation du personnel municipal lors des élections municipales, il perdit son appel, mais le jugement fut cassé en 1955 pour vice de forme. Rejugé par la cour d'appel d'Aix-en-Provence, le jugement initial fut confirmé. De nouveau condamné pour des irrégularités de gestion par le tribunal correctionnel de Montpellier en 1957, il fut relaxé par la cour d'appel en décembre de la même année. Tout ceci n'influa pas sur pas sa position politique puisqu'il garda le soutien de la fédération socialiste et fut réélu conseiller général en 1955. Cette

année-là, la fédération lui proposa de prendre la 4^e place sur la liste des législatives, mais il déclina la proposition.

Opposé à la guerre d'Algérie, il fut président du conseil municipal pour la Paix. En 1962, il fut investi suppléant de Raymond Chauliac* candidat aux élections législatives.

SOURCES :

Arch. départ. Hérault, 1 R 1300, 31 W 72, 76, 85, 85, 138 W 6, 356 W 15, 356 W 127-2, 406 W 122, 1043 W 192, 1068 W 107. — *Le Languedoc socialiste*, 1924. — État civil.

Olivier DEDIEU

*

PARET-ESCUDIÉ Urbain

Né le 23 mai 1898 à Saint-Laurent-de-la-Salanque (Pyrénées-Orientales), mort à Belvis (Aude) le 7 août 1944, abattu par les Allemands ; ouvrier agricole puis comptable et agent d'assurances à Saint-Laurent-de-la-Salanque ; militant socialiste SFIO et syndicaliste ; adjoint au maire de Saint-Laurent-de-la-Salanque ; conseiller d'arrondissement de Saint-Laurent-de-la-Salanque ; résistant (MUR).

Urbain Paret-Escudié était le fils posthume de Paul Paret-Sorède, maçon âgé de trente-trois ans décédé à Saint-Laurent-de-la-Salanque le 8 mai 1898. Sa mère, Thérèse, Anne Escudié était âgée de vingt-neuf ans à la naissance de son fils. Il était connu sous le double patronyme de son père (Paret) et de sa mère (Escudié). L'usage local de Saint-Laurent-de-la-Salanque avait rendu cette pratique quasi-générale. Si les deux noms paternel et maternel ne figuraient pas sur les actes proprement dits des registres de l'état civil, ils étaient systématiquement consignés sur les tables annuelles et décennales de ces documents et d'usage public courant.

Urbain Paret-Escudié s'engagea volontairement à la mairie de Perpignan (Pyrénées-Orientales) le 2 août 1916 au titre du 5^e dépôt des équipages de la Flotte où il demeura durant tout son séjour sous les drapeaux. Il fut promu quartier-maître commis aux vivres le 1^{er} octobre 1918. Il fut libéré de ses obligations militaires le 1^{er} décembre 1919. Deux commissions de réforme successives (10 septembre 1924 et 28 juin 1928), tout en constatant des séquelles de paludisme, déclarèrent son maintien au service armé. Il passa, en cas de mobilisation, à l'armée territoriale le 1^{er} octobre 1930 et à la réserve de l'armée territoriale le 1^{er} octobre 1937.

Urbain Paret-Escudié fut avec Augustin Joué-Delmas* et Laurent Vidal-Barragué l'une des trois grandes figures de la gauche laurentine de l'entre-deux-guerres. S'il fut vraisemblablement membre de la franc-maçonnerie (de quelle obédience ?), il n'adhéra jamais au PC bien que, dans son village, il était universellement connu sous le surnom de « Paret-Lénine ». animateur de la vie politique et sociale de Saint-Laurent-de-la-Salanque, peuplé à la fois de marins, de pêcheurs et de vigneron, il était, par ailleurs, bien inséré dans les milieux de la gauche perpignanaise. Du fait, sans doute, de ses activités professionnelles, il faisait, tous les jours, le trajet entre son village et la capitale du Roussillon.

Urbain Paret-Escudié avait su s'imposer comme un des leaders politiques et syndicaux des « Rouges » de Saint-Laurent-de-la-Salanque. Ce gros bourg fut partagé, avant 1939, de façon irréductible entre « Rouges » et « Blancs », souvent monarchistes, dichotomie qui remontait

au moins aux temps de la Seconde République. Cette opposition se manifestait dans tous les aspects de la vie sociale. Les débats politiques étaient très animés et les conflits sociaux (grèves d'ouvriers agricoles) se caractérisaient par leur âpreté.

Si Urbain Paret-Escudié militait activement, sa femme était, au contraire, très réservée. D'un tempérament très différent de celui de son mari, elle s'affichait peu en public avec lui. Urbain Paret-Escudié milita très jeune. Ouvrier agricole —ce fut son premier « métier »— il devint après le départ de Llong* secrétaire de la « chambre syndicale des travailleurs de la terre » (CGT) de Saint-Laurent-de-la Salanque. Il fut secrétaire du congrès départemental des Agricoles (CGT) qui se réunit à la Bourse du travail de Perpignan le 15 février 1920. Il participa activement à la rédaction du contrat collectif proposé par le syndicat de Saint-Laurent-de-la-Salanque que Jacques Tarrès* avait présenté à l'assemblée.

Urbain Paret-Escudié militait également dans les rangs du Parti socialiste SFIO. Il fut élu secrétaire adjoint de la section socialiste de Saint-Laurent-de-la-Salanque. Après le congrès de Tours, il demeura à la SFIO. En mai 1925, il fut candidat à Saint-Laurent-de-la-Salanque sur la « liste républicaine d'union des gauches » conduite par Augustin Joué-Delmas et fut élu au conseil municipal. En 1926, en tant qu'adjoint au maire de sa commune, il siégeait à la commission administrative fédérale de la SFIO. Il fut à nouveau élu à la CAF par le congrès fédéral extraordinaire du 27 septembre 1931 et réélu par le congrès fédéral extraordinaire du 30 octobre 1932.

À cette époque, Urbain Paret-Escudié demeurait proche des syndicats confédérés. Il s'associa à leur initiative de création de la caisse primaire d'assurances sociales « Le Travail des Pyrénées-Orientales ». Il participa à l'assemblée générale constitutive de la caisse (26 janvier 1930) et fut élu à son bureau. Le 22 mai 1932, il fut réélu au CA de la caisse.

La section socialiste SFIO de Saint-Laurent-de-la Salanque connut une éclipse. Elle fut reconstituée le 25 novembre 1934 : Urbain Paret-Escudié fut élu secrétaire. En décembre 1934, la section socialiste SFIO de Saint-Laurent-de-la-Salanque groupait, d'après un rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, quatre-vingt cotisants.

Urbain Paret-Escudié fut le candidat de la SFIO au conseil d'arrondissement de Perpignan dans le canton nouvellement créé de Saint-Laurent-de-la-Salanque (scrutin des 5 et 14 avril 1935). Dès le premier tour, il se plaça en tête devant tous ses concurrents. Il obtint 548 voix sur 1417 suffrages exprimés (Marc, radical-socialiste, 321 voix ; Lasserre, radical indépendant, 65 voix ; Cantier, Action française, 410 voix ; Fernand Castany*, PC, 163 voix). Au second tour, il l'emporta avec 760 voix contre 325 à ses adversaires.

En 1936, il participa activement à la campagne de Ferlat*, militant héraultais que la SFIO présenta aux législatives contre le député sortant, le « dissident » Joseph Rous*. Il suivit Ferlat non seulement en Salanque, mais aussi en Conflent.

Le 4 juillet 1938, il fut élu vice-président du conseil d'arrondissement de Perpignan, alors que Michel Carola* et Fernand Baixas étaient élus respectivement président et secrétaire de cette assemblée.

Urbain Paret-Escudié fut élu membre suppléant de la CAF par le congrès fédéral du 29 mai 1938 et réélu par celui du 29 mai 1939. Le 7 janvier 1939, il fut élu, en même temps que Joseph Bonnet, membre du bureau de la section socialiste de Saint-Laurent-de-la-Salanque (Voir aussi Fabre Sébastienne).

Le 30 août 1939, Urbain Paret-Escudié fut mobilisé à Toulon (Var) dans l'artillerie de côte.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il participa activement à la Résistance. Membre des MUR (sans doute était-il de « Libération » comme la majorité des socialistes résistants des Pyrénées-Orientales ?). Le 11 avril 1944, il dut quitter précipitamment son domicile de Saint-Laurent-de-la-Salanque, alors que la Gestapo s'appropriait à le perquisitionner et, sans doute, à procéder à son arrestation. Il alla d'abord à Estagel (Pyrénées-Orientales) puis gagna Belvis un village du Pays de Sault, dans les Pyrénées audoises. Le 7 août 1944, ce village qui abritait d'autres personnes recherchées par la police allemande fut encerclé par des forces allemandes qui attaquaient le grand maquis (AS) de Picaussel auquel il était vraisemblablement rattaché. Urbain Paret-Escudié prit peur. Alors qu'il tentait de s'enfuir, il fut abattu d'une rafale de mitrailleuse, la troisième qui fut tirée dans sa direction. Il fut d'abord sommairement inhumé par les villageois de Belvis. Ses obsèques civiles solennelles eurent lieu dans son village natal le 23 septembre 1944. L'avenue Maréchal-Pétain fut débaptisée et porte, depuis, son nom. Sur son registre matricule est consignée une mention au crayon : "Victime barbarie allemande. Four crématoire". Elle est manifestement erronée. En fait une erreur a été commise par l'administration militaire. Le feuillet d'adjonction destiné au n° 239 (Paret Urbain) a été collé sur le n° 238 (Parès Achille, né le 10 avril 1898 à Saint-Laurent-de-la-Salanque). Sur le feuillet additif qui fut attribué à tort à Achille Parès, on retrouve les états de service d'Urbain Paret-Escudié dans la Résistance : "Du 1^{er} septembre 1943 au 7 août 1944 a servi dans les FFI". Il y est mentionné comme ayant appartenu au grand maquis [AS] de Picaussel (Pyrénées audoises) qui affronta avec succès les troupes allemandes. Il se trouvait sans doute pour ce motif à Belvis le 7 août 1944 ainsi que le suggère Lucien Maury dans sa chronique de la résistance audoise. Le registre matricule, dans la mention attribuée par erreur à Achille Parès, dit explicitement qu'il [en fait Urbain Paret-Escudié] fut "fusillé par les Allemands à Belvis (Aude) le 7 août 1944. Mort pour la France". Un certificat d'appartenance d'Urbain Paret-Escudié aux FFI (n° 2743) fut délivré le 7 avril 1951 par la 5^e région militaire (Montpellier).

Marié le 24 septembre 1921 à Saint-Laurent-de-la-Salanque avec Mercédès Pla, Urbain Paret-Escudié avait une fille âgée de 22 ans en 1944 mariée avec Michel Drapé. Celui-ci put avertir à temps son beau-père afin qu'il quittât Saint-Laurent-de-la-Salanque, en avril 1944.

SOURCES : Arch. dép. Pyrénées-Orientales, 2 M 5 268 II ; versement du cabinet du préfet, 13 septembre 1951, liasse 177 (cotes anciennes) ; I R 543, registre matricule, n° 239 (Paret Urbain) et n° 238 (Parès Achille). — Arch. com. Saint-Laurent-de-la-Salanque, registres de l'état civil. — Ramon Gual & Jean Larrieu, « Vichy, l'occupation nazie et la Résistance catalane », II b « De la Résistance à la Libération », *Terra Nostra*, 93-94-95-96, Prades, 1998, p. 923, p. 931. — Jean Larrieu, « Vichy, l'occupation nazie et la résistance catalane », I « Chronologie des années noires », *Terra Nostra*, 89-89, Prades, 1994, p. 328. — Lucien Maury, *La Résistance audoise (1940-1944)*, tome II, Carcassonne, Comité d'Histoire de la Résistance audoise, 1980, 443 p. [p. 396]. — *Le Cri catalan*, organe départemental officieux de la SFIO, 6 février 1920, 8 mai 1926, 7 juillet 1928. — *Le Cri socialiste*, organe départemental officiel de la SFIO, 20 décembre 1930, 3 octobre 1931, 5 novembre 1932, 8 décembre 1934, 13 avril 1935, 20 avril 1935. — *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, organe départemental de la SFIO, 3 juin 1938, 8 juillet 1938, 13 janvier 1939, 26 mai 1939. — *L'Action syndicale*, organe des syndicats confédérés des Pyrénées-Orientales, mars 1920, février 1930, juin 1932. — *Le Républicain*, quotidien, Perpignan, nécrologie, 21 septembre 1944, 24-25 septembre 1944. — Témoignage oral de Mme Madeleine Rousseau, née Guillaume, originaire de Saint-Laurent-de-la-Salanque, Latour-de-Carol, 22 juillet 1983. — Renseignements communiqués par le secrétariat de la mairie de Saint-Laurent-de-la-Salanque, lettre du 24 novembre 1982.

ICONOGRAPHIE : *Le Républicain*, Perpignan, 21 septembre 1944.

André BALENT

* * *
*

MARX Charles [MARX Karl à l'état civil ; pseudonymes de Résistance : « Charles Martinot » (1943), « Charles Hauvignier » (1943), « Commandant Renaud » (1944)]

Né à le 26 juillet 1903 à Luxembourg (grand-duché de Luxembourg) ; mort à la suite d'un accident le 13 juin 1946 à Meaux (Seine-et-Marne) ; médecin ; militant communiste (KPL) ; résistant de l'Aude et du sud de la France ; ministre du gouvernement luxembourgeois (novembre 1945-juin 1946).

Charles Marx fut enregistré à l'état civil sous le prénom de « Karl ». Cette homonymie parfois gênante car pouvant être l'objet de plaisanteries aurait pu l'amener, selon Giulio Enrico Pisani, son biographe luxembourgeois, à se faire appeler « Charles ».

C'était le fils de Louis Marx, représentant de commerce, et d'Élisabeth Siegen. Il se maria deux fois : avec Lucienne Aubouéron, modiste, native de Nevers (Nièvre) ; avec Fernande (Lucette Vasilescu), née à Ploesti (Roumanie) le 7 avril 1908 ; ils adoptèrent deux enfants, Élisabeth (1938-1943), Guy (né en 1943). Fernande Marx cofondatrice de l'Union des femmes luxembourgeoises la représenta au 1er congrès mondial de l'Union internationale démocratique des femmes. Elle fut élue déléguée permanente du Luxembourg auprès du Comité mondial des femmes.



Charles Marx (site du KPL)

Charles Marx fut élève de l'athénée (lycée) grand-ducal de Luxembourg où il poursuivit ses études secondaires. En 1918 et 1919, il participa aux manifestations républicaines du grand-duché. En 1920, il militait au Cercle social démocratique de Luxembourg-ville et à la Jeunesse socialiste dont il fut l'un des fondateurs. Proche du groupe français de *Clarté* d'Henri Barbusse, il fut favorable à l'adhésion à l'IC, exigeant dans *Der Kampf* du 9 décembre 1920 une adhésion inconditionnelle à celle-ci. Réunies en congrès le 13 février 1921, les Jeunesses socialistes, dans leur grande majorité, se rallièrent à son avis et se transformèrent en Jeunesses communistes. Leur organe, *Neue Jugend*, changea de titre et devint *Der Junge Kommunist*. Sans doute Marx adhéra-t-il dans la foulée au KPL (*Kommunistische Partei Luxemburgs*, Parti communiste du Luxembourg). Mais d'après sa carte du KPL son adhésion au parti fut postérieure. Il n'aurait pas adhéré avant septembre 1944.

Marx quitta bientôt son pays pour suivre des études de médecine en France, à Strasbourg (Bas-Rhin) puis à Paris où il fut interne des hôpitaux de la ville. D'après les sources luxembourgeoises, il aurait été le premier étranger à accéder aux fonctions de chef de clinique des hôpitaux. Pratiquant à l'Hôtel-Dieu, il s'occupa de planification et

d'organisation hospitalière. Il se spécialisa en gynécologie et en chirurgie de l'estomac. À partir de 1929, il fut un des disciples de Louis-Pasteur Valléry-Radot. Il soutint sa thèse de médecine à Paris sur le fonctionnement de l'estomac après gastrectomie. Elle fut publiée en 1935.

À Paris, il adhéra à l'Association des étudiants luxembourgeois dont il fut, en 1926, le vice-président.

En 1936, de retour au Luxembourg, il fonda la clinique Saint-Louis d'Ettelbrück. L'ancien bâtiment de l'École agricole était inoccupé depuis 1932. Charles Marx loua deux étages de ce bâtiment pour y installer sa clinique qui connut rapidement un vif succès au point qu'il dut louer le troisième étage. Celle-ci devint donc, avec cinquante lits, la première clinique chirurgicale du nord du grand-duché. Marx la dirigea avec l'aide du docteur Schumacher de Dudelange. Pour assurer les soins, Marx fit appel à des religieuses alsaciennes de Niederbronn (Bas-Rhin) de la Congrégation du Très Saint Sauveur.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, le 2 avril 1940, alors que le Luxembourg était encore en dehors du conflit, Marx aida, avec les docteurs Schumacher et Huberty, deux aviateurs français, le futur général Faure et l'adjudant Lherbier. Ces derniers, blessés après la chute de leur appareil en territoire luxembourgeois, furent pris en charge et soignés dans la clinique du docteur Marx et purent retourner clandestinement en France. Cette « évasion » incita le gouvernement de Pierre Dupong, soucieux de ne pas mécontenter le Reich, d'entreprendre une action en justice contre Marx et ses confrères. L'invasion du grand-duché par les troupes allemandes, le 10 mai 1940, n'empêcha pas qu'elle aboutit, en juillet 1940, à une condamnation à huit mois de prison.

Après l'entrée des Allemands au Luxembourg, Marx se réfugia d'abord à Nevers puis à Montpellier (Hérault) où il organisa, en juillet, la Croix-Rouge luxembourgeoise en France ce qui lui permit de venir en aide à des compatriotes réfugiés en France.

En novembre 1940, il reprit la clinique « Docteur Deixonne » de Quillan dans les Pyrénées audoises appartenant au docteur Fabregat de Perpignan (Pyrénées-Orientales). Il en assura la direction jusqu'en mai 1943. Du fait de son directeur, cet établissement fut « bientôt le cerveau de la première organisation de Résistance de la Haute Vallée de l'Aude » (Lucien Maury, *op. cit.*, I, p. 46). Dès 1941, il était un membre important du mouvement « Combat » qu'il représentait localement. Dans sa clinique, il rencontrait aussi Pierre Degon, de « Franc-Tireur » dont le chef local était l'instituteur Raoul de Volontat. Les deux mouvements bientôt regroupés dans les MUR agirent localement de concert. Ses membres, dont Raoul de Volontat et Charles Marx, « travaillaient » aussi dans le cadre de réseaux actifs dans l'organisation, via les Pyrénées-Orientales ou l'Ariège et l'Andorre, de passages vers l'Espagne. Un des adjoints de Marx à la clinique de Quillan, le docteur Jean Patounas, ancien interne des hôpitaux de Montpellier (Hérault), l'avait rejoint le 8 février 1941, en toute connaissance de cause car il n'ignorait rien de l'activité clandestine du Luxembourgeois. Dans son témoignage recueilli par Lucien Maury, Patounas expliqua plus tard : « L'activité de la clinique était grande, les séjours des pseudo-malades y étaient de courte durée, la clientèle de passage variée et internationale... Je n'ai pas été long à comprendre et à entrer dans le jeu. L'infirmière luxembourgeoise était remarquable, Madame Marx aussi, Marguerite Benet qui devait devenir ma femme, faisait aussi partie de l'organisation. »

Parmi les résistants qui étaient en contact avec Marx, Ernest Zaugg, ingénieur suisse naturalisé français en 1935 et employé par la Société méridionale de transport de force

(SMTF) qui dirigeait les travaux de la centrale d'Usson, haute vallée de l'Aude, mais dans le Donnezan (département de l'Ariège). Zaugg, également en contact avec de Volontat et le docteur Martre de Belcaire (Aude), était un des maillons de plusieurs réseaux de passage en Espagne, via le Capcir et la Cerdagne dans les Pyrénées-Orientales (*Voir* Cayrol Antoine, Mas i Tió Josep) ou l'Ariège et l'Andorre (*Voir* Melich Henry). Zaugg dans son témoignage recueilli par Maury expliqua que Marx et d'autres résistants de Quillan fournissaient à la SMTF de la main-d'œuvre parmi des fugitifs traqués pour leurs opinions politiques ou leur appartenance raciale et candidats à un passage en Espagne ou des réfractaires désireux de se soustraire au STO. Zaugg organisa aussi avec d'autres résistants du Donnezan un maquis, dit « maquis du roc Blanc », où furent regroupés certains de ces réfractaires. Dans sa vallée pyrénéenne, Marx n'oubliait pas pour autant le Luxembourg. Sa clinique de Quillan fut un relais pour la filière de renseignement luxembourgeoise « Famille Martin » intégrée au réseau « Mithridate » du BCRA et dirigée depuis Luxembourg par le docteur Fernand Schwachtgen et de Marseille par Walter Hamber. Parallèlement, il mit en place les deux réseaux luxembourgeois « Ligne Charlotte » et « Ligne Élisabeth » dont Albert Ungeheuer et Charles Reiffers étaient des agents ou courriers. Il put ainsi atteindre à la fois Luxembourg et Londres. Deux des rapports de Schwachtgen qu'il transmit par cette voie à Londres, via l'Espagne, informaient sur les essais secrets des V1 ou V2 à Peenemünde.

L'occupation de la zone Sud par les Allemands (novembre 1942) rendit difficile l'activité clandestine de Marx depuis la clinique de Quillan. En mai 1943, après avoir cédé son établissement, il plongea, avec Raoul de Volontat, dans la clandestinité la plus totale. Il aurait été condamné à mort par contumace par le tribunal de Perpignan ou celui de Montpellier (les sources luxembourgeoises diffèrent et ne sont pas corroborées, pour l'instant, par les sources judiciaires françaises que nous n'avons pas consultées) en août 1943. Selon certaines sources, Louis Knaff, adjoint de Marx à la Croix rouge luxembourgeoise, aurait pris alors en charge les réseaux luxembourgeois de l'Aude.

Marx se consacra désormais entièrement aux MUR. Les sources luxembourgeoises expliquent qu'il participa à création du « maquis de la haute vallée de l'Aude », fait infirmé par les sources languedociennes. D'après Henri Noguères, Charles Marx devint en avril 1943 adjoint du Dr. Maurice Mayer pour la direction du Service social des MUR pour la zone Sud, le « service santé » des MUR est rattaché au « service social ». Mais, en décembre 1943, il rejoignit les rangs du Front national. En janvier 1944, devenu médecin commandant des FFI, il fut chargé du service sanitaire de la Résistance dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales. Toutefois son activité s'étendait aussi à toute la zone Sud dont il devint le chef adjoint du service sanitaire des FFI : ainsi il s'efforça d'organiser des cliniques secrètes pour les maquis et les résistants traqués comme à Sarlat (?) en Dordogne, avec son ami et confrère luxembourgeois, le docteur Schumacher. Il était signalé à Lyon dès février 1944.

Les 2 et 3 septembre 1944, Marx, commandant FFI, participa aux combats de la libération de Lyon (Rhône).

En octobre 1944, il devint délégué du conseil médical de la Résistance, attaché auprès du cabinet du ministre de la Santé publique le communiste François Billoux*, à la disposition du secrétaire d'État Louis-Pasteur Valléry-Radot qu'il avait connu pendant ses études à Paris. En novembre, ayant réintégré l'Armée française comme FFI, il participa à la mise en place des structures médicales et chirurgicales franco-américaines.

Il rentra au Luxembourg à la fin de juillet 1945. Il fut l'un des cinq députés du KPL élus aux législatives du 21 octobre de la même année. Le 13 juin 1945, il entra dans le gouvernement d'union nationale présidé par le chrétien-social Pierre Dupong formé à l'issue de ce scrutin, nommé ministre de l'Assistance sociale et de la Santé publique, chargé principalement de ces deux secteurs mais également de l'Établissement thermal de Mondorf-État, du Rapatriement et de l'Éducation physique.

L'action ministérielle de Charles Marx fut énergique. Avec de faibles moyens (1 % du budget de l'État), il entreprit de moderniser la santé publique luxembourgeoise. S'inspirant de l'exemple français du Front populaire et de la politique des gouvernements de la Libération, il envisagea des transformations à long terme dont il n'eut pas l'occasion de voir concrètement les effets du fait de sa disparition prématurée et qui, de son vivant, suscitèrent des oppositions au sein du gouvernement où il siégeait. Il eut le temps, toutefois, de faire voter une loi de planification hospitalière et l'obligation de signaler les maladies infectieuses, de créer un Conseil national pour la protection de la mère et de l'enfant et, de façon plus générale, d'entreprendre la restructuration de la Santé publique. Ministre, il demeurait un homme de terrain, parcourant le pays afin de trouver des solutions concrètes aux problèmes urgents. Malgré ses fonctions officielles, il effectuait une fois par semaine des opérations gastriques à Ettelbrück.



Esch-sur-Alzette, visite d'une mine par Charles Marx, ministre (KPL), accompagné par François Frisch, du comité central du KPL, 1e à partir de la gauche et Antoine Schroeder, mineur, du comité central du KPL, 4e à partir de la gauche (site du KPL).

Son successeur, Dominique Urbany* (1903-1986) [Voir le *Dictionnaire du Komintern*], du KPL, trouva en place les structures qui lui permirent de mettre en œuvre de la politique médicale dont il avait défini les orientations.

Le 13 juin 1946 de retour d'un voyage dans le sud de la France, il fut victime d'un accident d'automobile entre La Ferté-sous-Jouarre et Meaux (Seine-et-Marne) sur la route de Paris à Luxembourg. Fernande, sa femme, succomba sur le coup. Charles Marx mourut à l'hôpital de Meaux, trois heures après l'accident, sans avoir repris connaissance. Leur automobile avait été heurtée par un véhicule militaire. Les circonstances de cet accident donnèrent lieu à des spéculations.

À la suite de l'accident, le 14 juin, les drapeaux furent mis en berne au Luxembourg. Marx et sa femme furent inhumés le 17 à Luxembourg-ville en présence du prince Jean de Luxembourg, des représentants de la grande-duchesse Charlotte, des membres du gouvernement, des corps constitués et d'une foule nombreuse où l'on remarquait des militants du KPL. Le chef du gouvernement, Pierre Dupong qui, en 1940, avait engagé une

procédure judiciaire contre Marx lui rendit hommage : « Je m'incline avec l'expression de ma plus haute estime devant la dépouille du grand patriote et résistant ».

Après la mort accidentelle de Charles Marx, la clinique Saint-Louis d'Ettelbrück devint un établissement public communal. Elle prit le nom de « clinique Charles-Marx ». Elle le conserva jusqu'en 1963, date où un nouvel établissement qui la remplaça reprit le nom ancien de clinique Saint-Louis. Un boulevard à Luxembourg-ville et un square à Ettelbrück portent le nom (2012) du docteur Charles Marx.

Marx a été cité à l'Ordre du Jour du Corps d'Armée par le général Koenig (« Chirurgien d'une haute valeur morale et professionnelle qui a préféré quitter son pays que de vivre sous le joug de l'ennemi. Résistant de la première heure qui a su s'imposer à tous par son calme et son sang-froid à toute épreuve, toujours sur la brèche, n'hésitant pas à payer de sa personne aux instants les plus critiques. Il a consacré une inlassable activité à la cause de la Résistance ; a été un des artisans de la mise en place du Service de santé de la Résistance en zone Sud. A donné tous les plus beaux exemples de courage et d'abnégation dans la lutte contre l'envahisseur. (...) »). Il était titulaire de la Croix de guerre avec étoile de vermeil, de la Médaille d'honneur du Service de la Santé militaire, de la médaille de la Résistance qu'il a reçue personnellement du général de Gaulle. Proposé comme commandeur de la Légion d'honneur, sa nomination décrétée en bonne et due forme ne parvint à l'ambassade de France à Luxembourg qu'en son absence : était-il encore en voyage ou était-il déjà décédé ? Le gouvernement luxembourgeois lui a décerné la Croix de l'ordre de la Résistance à titre posthume.

ŒUVRE : *Le fonctionnement de l'estomac après gastrectomie* (Travail à la clinique chirurgicale de l'Hôtel-Dieu [Paris]), Louis Arnette, Paris, 1935, 259 p. [thèse de médecine. Ce livre ne figure pas sur le catalogue de la BNF (Paris) ; il figure sur ceux de la Bibliothèque nationale de Luxembourg et du lycée classique de Diekirch].

SOURCES : Stéphanie Kovacs, *Communisme et anticommunisme au Luxembourg, 1917-1932*, Imprimerie Rapidpress, Bertrange, 2002, 457 p. ; *L'extrême gauche au pouvoir – Stratégie et politique du Parti Communiste Luxembourgeois de la fin de la Seconde Guerre mondiale au début de la Guerre froide (1945-1947)*, Éditions « Books on demand », Paris, 2010, 349 p. [références sur le site de la bibliothèque d'Ettelbrück ; reprend, d'après H. Wehenkel, des sources luxembourgeoises antérieures en particulier : Michel Pletschette, « Dr. Charles Marx, ein kommunistischer Gesundheitsminister » in *Beiträge zur Geschichte der Kommunistischen Partei*, Luxembourg, 1985 et Henri Wehenkel, *Der antifaschistische Widerstand in Luxemburg, 1933-1944*, Luxembourg, 1985, Archives du Centre Jean Kill, dossiers Charles Marx]. — Lucien Maury, *La Résistance audoise*, I, Carcassonne, comité d'histoire de la Résistance du département de l'Aude, 1980, 451 p. [p. 44, 46 sq., p. 236, 238, 241, 245]. — Henri Noguères (en col. avec Marcel Degliame-Fouché), *Histoire de la Résistance en France*, Tome 3, *Novembre 1942 – septembre 1943*, Paris, Robert Laffont, 1972, p. 303 ; tome 4, octobre 1943-mai 1944, 1976, p. 171 [dans ces deux ouvrages, Noguères attribue par erreur au docteur Marx le prénom de Georges]. — Giulio-Enrico Pisani, *Charles Marx - Un Héros Luxembourgeois - Vie et action d'un Médecin, Résistant et Ministre à Ettelbrück, Quillan (Aude) & ailleurs*, Éditions Zeitung v. Lëtzebuenger Vollek, Esch-Alzette, 2007, 250 p. — site <http://kpl.org/charlesmarx> consulté le 10 janvier 2012, article de Giulio-Enrico Pisani qui reprend les grandes lignes de son ouvrage cité ci-dessus. — site <http://www.ettel-biblio.lu/> consulté le 5 mars 2012. — Courriels d'Henri Wehenkel (Luxembourg), 2, 3 et 6 mars 2012 avec des notes concernant le docteur Charles Marx.

ICONOGRAPHIE : Maury, op. cit., tome I, p. 238 : Photo d'un groupe de résistants (parmi lesquels, outre Ch. Marx : Raoul de Volontat, chef de l'AS de l'Aude et Ernest Zaugg responsables de la Résistance dans la haute vallée de l'Aude), prise à Noubals (commune de Mijanès, Ariège), 1943.

André BALENT

* * *
*

MEYER Victor, Antoine dit « Totor » [« Jean-Louis » dans la Résistance]

Né le 22 décembre 1919 à Sète (Hérault), mort le 22 avril 1972 dans un accident de voiture entre Balaruc-les-Bains et Sète ; ouvrier docker, syndicaliste ; militant communiste de Sète ; résistant dans l'Hérault, l'Aveyron et l'Aude.

Fils de Louis, Antoine Meyer, ouvrier tonnelier, et de Catherine, Jeanne Touat, sans profession. Victor Meyer épousa le 31 décembre 1942 Purification Marquez, née le 8 décembre 1921 à Zalamea la Real (province de Huelva, Andalousie, Espagne). Dans la Résistance elle était agent de liaison sous le nom de Renée Sainclair. Ils eurent quatre enfants, un garçon (Jean-Louis) et trois filles (Marie-Thérèse, Michèle, Nadia).

Très jeune, avant la guerre, il adhéra à la Jeunesse communiste où il milita activement. Puis il adhéra au Parti communiste. Au début de l'année 1941, il était responsable, pour le PC, des jeunes avec Marcel Isoird*, Gaston Chagnon, Amilcar Calvetti,* Wittman et Libéro Calvetti. Suite à l'arrestation, en février 1941, de Roussigné, Chagnon, Santucci, Badier et Isoird, le PCF fut privé d'une grande partie de sa direction à Sète. Pierre Lafitte fut alors proposé comme responsable politique pour réorganiser le Parti, il fut assisté pour les syndicats, de Georges Badier, Christophe Lambiris*, François Di Fasio, Fernand Lucchesi* et pour la propagande de Joseph Philippi, Élie Candelon et Victor Meyer. Cette réorganisation fonctionnera jusqu'en février 1942.

Arrêté, il fut interné en compagnie de P. Arraut* et de F. Lucchesi*, à Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn) d'où il s'évada pour participer, en août 1943, à la constitution du premier maquis de l'Hérault, à Prémian au nord-ouest du département, sur les contreforts du Caroux. Ce maquis fut nommé « Jean Grandel » en mémoire d'un militant communiste originaire de Montpellier, fusillé à Châteaubriant le 22 octobre 1941. Ce maquis avait été fondé à l'initiative de trois enseignants, Henri Lauriol* instituteur à Prémian, André Allègre, instituteur à Saint-Pons-de-Thomières (Hérault) et Antoine Beille* professeur au collège de Saint-Pons. Il remplaça le Sètois Amilcar Calvetti à la tête de ce maquis nommé également « base Z » et vers lequel avaient afflué de nombreux originaires de Sète. Le maquis Jean Grandel, après s'être déplacé dans le Saint-Ponais, fit ensuite mouvement vers le Tarn. En septembre 1943 on le retrouva lieutenant et chef FTPF pour l'Aveyron et le Tarn. Mais il fut muté dans l'Aude. En octobre 1943, il fut nommé COR de l'Aude en remplacement de Loupia (alias « Blücher » muté dans un autre département). Lorsque le maquis FTP « Gabriel-Péri » de Chalabre (Aude) fut scindé, Meyer prit le commandement (14 octobre 1943) du maquis « Jean-Robert » implanté au Bousquet, près d'Escouloubre, dans la haute vallée de l'Aude. Du fait de ces nouvelles responsabilités, Meyer fut remplacé par Louis Bahi (« Leclerc ») au poste de COR (commissaire aux opérations régional). Les qualités et le courage qu'il démontra firent que les responsables FTPF lui demandèrent de prendre le commandement du maquis « Jean-Robert » implanté d'abord à Escouloubre puis à Salvezines (Aude).

En mai 1944, il intégra l'état major des FFI de la R3 et accéda également au rang de chef adjoint des FFI de l'Aude. Après la mort tragique du chef départemental des FFI, Jean Bringer alias "Myriel" (AS/CFL). Il devint le chef départemental des FFI audois après la mort tragique de Bringer fusillé, après avoir été torturé, au dépôt de munitions de Baudrigues (commune de Roullens au Sud-Ouest de Carcassonne), en même temps que d'autres cadres de la résistance départementales le 19 août 1944 par les Allemands qui l'avaient arrêté à Carcassonne un mois plus tôt.

Meyer s'illustra à la tête de son maquis, renforcé par les Américains d'un commando de l'OSS parachutés le 11 août 1944 et placés sous l'autorité du First-lieutenant Paul Swank. Le maquis Jean-Robert lança de nombreuses actions de sabotage et harcèlement dans la haute vallée de l'Aude et jusque dans les Pyrénées-Orientales. Il participa aux combats de la libération de Limoux. À la libération de Carcassonne, « Jean-Louis » (son pseudonyme) était à la tête des FFI de l'Aude et commanda un moment la place de Carcassonne. À l'automne 1944, il procura des papiers français à l'un de ses hommes du maquis « Jean-Robert », de nationalité espagnole, le jeune libertaire Henry Melich* et l'incita à s'engager au 81^e RI en voie de formation, lui sauvant ainsi la vie. Melich s'était fourvoyé dans l'aventure de la *Reconquista de España* et, ayant quitté les rangs de l'AGE (et de l'UNE), était menacé de mort pour « désertion ».

Le 23 décembre 1944, il partit aux armées avec le 81^e R.I reconstitué dans l'Aude, à partir des FFI de ce département et d'autres venus de l'Aveyron. En ce qui le concerne, il était affecté au 3^e bataillon du 81^e RI (le « bataillon Myriel », du nom de guerre de Jean Bringer résistant de l'AS audoise assassiné le 19 août 1944) formé à Castelnaudary à partir des maquis FTPF de l'Aude. Bien que n'ayant que le grade de capitaine, ce bataillon avait été commandé initialement par François Marty* puis par Marcel Lajou. Il participa à la campagne d'Alsace puis à l'offensive finale contre le III^e Reich, en Allemagne même. Plus tard, en mars 1944, il remplaça Joseph Mach* tué au combat, à la tête d'un autre bataillon du 81^e RI. Le 13 mars 1945, la prise de Radstadt fut « un titre de gloire pour le 81^e régiment d'infanterie » (André Souyris-Rolland). Le 81^e RI poursuivit jusqu'à Freiburg im Breisgau puis Lorrach. Il rejoignit ses nouveaux cantonnements en juillet 1945 dans le Palatinat devenant ensuite le 81^e bataillon d'infanterie qui fut dissous à Montpellier (Hérault) le 12 février 1946. Le 14 janvier 1946, Victor Meyer avait été admis à un stage de préparation aux épreuves en vue de sa titularisation dans l'armée active. Le 23 mai 1946 il fut dirigé vers l'école d'Aix-en-Provence et affecté à la 9^e brigade AM. Il fut démobilisé le 1^{er} mars 1947 et revint à Sète.

Il reprit sa place parmi les travailleurs. Il exerça la profession de docker et milita à la direction du Syndicat CGT.

Il représenta les anciens FTPF, lors de la création du Comité de vigilance pour la défense de la République, en mai 1947, dont il fut membre du bureau. En mars 1957, il était secrétaire adjoint du syndicat CGT des ouvriers dockers du port de Sète.

Avant les ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale (suppression des élections des administrateurs, instauration du paritarisme dans les conseils d'administration et leurs commissions, réduction d'un certain nombre de prestations et l'augmentation des cotisations, etc.), il avait été élu membre du conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales où il mena un combat acharné. Il s'était vu remettre la médaille de la Résistance (JO du 11 juillet 1946). Au moment de son décès, il était président d'honneur de l'ANACR de Sète.

Au congrès de l'union locale des syndicats CGT de Sète, en 1967, il en devint secrétaire général, succédant à Paul Salabert*. Il joua un rôle important en mai-juin 1968, au service du rassemblement des travailleuses et des travailleurs de Sète.

Il était un des dirigeants de la section de Sète du PCF et membre du comité fédéral du PCF de l'Hérault (dès les années 1960 jusqu'à son décès).

Le Midi Rouge

Il fut élu conseiller municipal le 14 mars 1971 dans la municipalité présidée par Pierre Arraut*. Il siégeait en tant qu' élu à la commission administrative du centre hospitalier de Sète. Très populaire, tout le monde l'appelait « Totor ».



Victor Meyer, le premier à partir de la droite, Bourse du Travail, Sète, octobre 1965. Archives de la Bourse du Travail de Sète.

Sa vie s'acheva dans la nuit du 21 au 22 avril 1972, à la suite d'un cruel accident de voiture sur la route entre Sète et Balaruc-les-Bains. Il avait cinquante-deux ans.

À la fin de février 1983, la municipalité présidée par Gilbert Martelli* baptisait la halle des sports du Barrou, du nom de Victor Meyer, en hommage à ce militant. Élu en mars 1983, le nouveau maire, Yves Marchand (UDF) fit décider par sa majorité (séance du 10 mai 1983), que, désormais, la halle du Barrou s'appellerait Louis Marty et non plus Victor Meyer. Le 3 novembre 1984, le conseil d'administration de la Bourse du Travail de Sète baptisait une de ses salles de réunion du nom de Victor Meyer.

SOURCES : Jacques Blin, *Dictionnaire du mouvement ouvrier cettois puis sétois de 1789 à 1950*, Sète, 2009, 181 p. [pp. 125-126]. — Gérard Bouladou, *Les maquis du Massif Central méridional 1943-1944. Ardèche, Aude, Aveyron, Gard, Hérault, Lozère, Tarn*, Nîmes, Lacour, 2006, 617 p. [p. 465]. — Édouard Martin, *Le Parti communiste dans la Résistance (1939-1941)*, mémoire de maîtrise sous la direction de Raymond Huard, UFR III, Université de Montpellier, octobre 1992, p. 139. — André Souyris-Rolland (dir.), *Les forces françaises de l'intérieur du Languedoc-Roussillon : Région R3 dans l'armée de la Libération*, Actes du colloque d'histoire, Montpellier, 14 mars 1996, Arcueil, Preal, 1997, 256 p. [pp. 138-139, p. 141]. — *Trajectoires du fascisme rouge*, Perpignan, Éditions du cercle d'Études sociales, 1984, 240 p., témoignage d'Henry Melich, pp. 130-144. — *Le Travailleur du Languedoc* du 3 mai 1947. — *Midi-Libre* et *La Marseillaise* des 23-24 & 25 avril 1972. — États de services établis par la section de Sète de l'ARAC. — Entretien (André Balent) avec Henry Melich (Ponteilla, 28 décembre 2010). — Article de Jacques Cros dans *L'Hérault du jour*, sur le site <http://premier.free.fr/loisirs/memo...> consulté par André Balent le 15 février 2012.

André BALENT, Jacques BLIN

* * *
*

MAILLET-CAMO Armande, Marie, Jeanne [MAILLET Armande, Marie, Jeanne, née CAMO]

Née le 10 septembre 1922 au Boulou (Pyrénées-Orientales) ; adjointe d'enseignement puis professeure certifiée de Lettres classiques ; agent de liaison dans les Pyrénées-Orientales (AS) ; militante syndicaliste et communiste ; conseillère municipale puis adjointe au maire de Sète (Hérault).

Armande est la fille d'Armand, Jean, Joseph Camo né le 11 juin 1892 à Céret (Pyrénées-Orientales) et de Marie, Rose, Prospère Romeu née le 11 juillet 1896 à Cerbère. Son père fut conseiller municipal de Cerbère, ville frontalière qui s'était développée autour d'une grande gare internationale. Expert comptable, socialiste SFIO, il fut élu le 29 avril 1945 sur la liste commune d'union patriotique et républicaine qui regroupait neuf socialistes SFIO (dont le maire Julien Cruzel*, un résistant), trois communistes, un représentant du MLN, un prisonnier de guerre rapatrié (sans autre étiquette), un radical-socialiste. Son père avait également joué un rôle important dans la création, en 1935, de la Société coopérative de manutention (SCOM) avec un dénommé Lavila. Le 9 février 1944, Armand Camo avait appris au cours de l'enterrement de sa mère qu'il y avait en mairie une liste d'« indésirables » et qu'il y figurait avec toute sa famille, y compris sa belle-mère, une ancienne transbordeuse d'oranges.

Armande fit ses études secondaires à Perpignan, puis à la faculté de Lettres de Montpellier (Hérault). Elle obtint une licence de lettres classiques en 1946. Pendant l'Occupation, Armande qui militait à l'Auberge de la Jeunesse de Perpignan, entra en liaison avec un responsable du groupe « les Cam'routes » (camarades de la route). Ce groupe décida de suivre des cours de secourisme (bien utiles en cette période). Le contact d'Armande fut Pierre Detoef médecin militaire, lieutenant. Celui-ci, membre d'un réseau et de l'AS (Armée secrète), succéda à Edmond Barde* au poste de sous-préfet de Céret, peu de temps après la Libération. Par le train de Montpellier Armande ramena des documents au fond d'un thermos. Elle sillonnait les routes de sa Catalogne pour porter des messages cachés dans le guidon de son vélo à des correspondants qui avaient le contact avec des groupes de résistants dans les maquis. En août 1944, après le débarquement en Méditerranée, elle fut volontaire pour porter un message à Passa (Pyrénées-Orientales) qu'elle remit à l'adjoint au maire de cette commune, un vigneron, Marcel Noury, un moment responsable des MUR pour l'arrondissement, puis chef de l'AS pour les Aspres. Louis Torcatis*, instituteur à Passa, d'octobre 1940 à septembre 1942 était un proche de Marcel Noury : premier chef de l'AS des Pyrénées-Orientales, futur chef des GFL de la R3, assassiné le 18 mai 1944 à Carmaux (Tarn) par la brigade spéciale de l'intendant Marty il a peut-être été aussi en contact avec elle. À la Libération, le maire de Perpignan, Félix Mercader*, rendit hommage à Armande Camo en lui délivrant une attestation élogieuse.

Après un séjour à Béziers, comme adjointe d'enseignement au lycée de filles, elle effectua un stage à Sèvres pour s'initier aux méthodes actives (Freinet pour le primaire) et à son retour elle accepta un poste de professeur auxiliaire à Montpellier comme professeure des « sixièmes nouvelles » qui dépendaient du lycée de garçons Paul-Valéry, mais fonctionnaient dans une école primaire proche, Louis-Blanc, dont le directeur était un adepte de l'École émancipée. Puis elle fut nommée au collège municipal de Sète, Paul-Valéry, toujours comme adjointe d'enseignement. Par la suite, elle fut professeur déléguée ministérielle à Sète du 25 novembre 1957 au 30 septembre 1958 et professeure certifiée à partir du 1^{er} octobre 1958. Elle fut donc titularisée et enseigna jusqu'à sa retraite, en septembre 1982, « à 60 ans pile ! » comme elle se plut à le faire remarquer.

Étudiante, elle se maria en juillet 1946 avec Robert Maillet (« Bob »). Ils eurent deux enfants : Jacques qui naquit le 4 juillet 1947 et Michel qui vit le jour le 11 août 1950. Elle arrêta pendant sa première grossesse toute activité professionnelle jusqu'à la naissance du deuxième enfant ; Jacques devint employé de banque et Michel médecin. Dans l'hiver 1946-

1947, ils ouvrirent à la demande de la municipalité Arraut*, l'Auberge de la Jeunesse située à la villa Salis, en haut de la rue du Général-Revest à Sète. Dans la même période, ils adhèrent au PCF. Elle contribua à la formation d'une petite chorale de l'Union des jeunesses républicaines de France. Elle amena ce groupe à Berlin, en 1951, à l'occasion d'un festival international de la jeunesse. En 1949, après la scission syndicale, Armande fut secrétaire du syndicat SNES du collègue Paul-Valéry. Elle succéda à Robert Lafont* qui partit pour Arles (Bouches-du-Rhône).

Dans les années 1950-1958, le PCF, par la bouche d'un de ses responsables, Jean Ribot, lui demanda si elle acceptait d'aller en Espagne pour chercher des camarades espagnols et leur faire passer la frontière clandestinement. Elle accepta sans hésiter et à trois reprises elle ramena un camarade dont elle ignorait tout. Bob, son mari était au courant. Comme c'était un travail clandestin, elle n'en parla à personne et cet épisode demeura enfoui au fond de sa mémoire. Jusqu'à un jour de février 2009 où une association l'ASEREF (Association pour le souvenir de l'Exil républicain espagnol en France) fit une exposition à la Bourse du Travail de Sète autour de la *Retirada* et de l'exil espagnol où il fut surtout question de l'accueil des Républicains espagnols dans les « camps de concentration ». Elle intervint pour dire que si le gouvernement français de l'époque avait mal agi, par contre des Français, individuellement avaient apporté leur aide à ce moment-là mais aussi plus tard. Elle parla de sa propre action de solidarité, en soulignant qu'elle ne l'avait jamais racontée y compris à sa famille. Elle évoqua mai 1958 quand elle partit avec sa Deux-Chevaux, alors que l'Hérault connaissait des inondations. Sa voiture faisait bien rire les Espagnols qui avaient franchi les portes de la liberté...en « dos caballos ! » À la fin de son témoignage, un petit bonhomme vint se planter devant elle et lui déclara : « alors, c'est vous qui m'avez sauvé la vie ». L'émotion l'envahit et elle n'en dormit pas de la nuit.

En 1959, elle fut élue conseillère municipale sur la liste communiste conduite par Pierre Arraut*. À l'issue de ce scrutin, elle accéda au poste de sixième adjointe, en charge des Affaires sociales. Avec Fanny Carriès, elles étaient les deux seules femmes de ce conseil municipal. Elle fut réélue en 1965, mais n'occupa plus son poste d'adjointe. Elle consacra son mandat d'élue à faire en sorte que l'aide sociale ne soit plus octroyée, selon le bon vouloir des élus, mais que celle-ci devienne un droit pour les intéressés et un devoir pour la municipalité. Sous son impulsion furent créées les haltes garderies du Château-Vert, de la Corniche et de l'Île-de-Thau, le service des assistantes sociales municipales, les premiers restaurants (avec le concours d'un autre élu, Gilles Salvat) pour personnes âgées, le service des aides ménagères, la restauration scolaire (maternelle et primaire), etc.

Pendant la guerre d'Algérie elle déploya une grande activité en faveur de la paix. Elle occupa les voies de chemin de fer en gare de Sète avec notamment Maurice Burguière, Gilbert Martelli* et Antoine Beille* afin de s'opposer au départ du contingent. Elle fut citée à comparaître, le 23 décembre 1957, devant le tribunal de première instance de Montpellier pour l'audience du 13 janvier 1958, avec les personnes déjà citées, pour les motifs suivants : « Le 28 mai 1956, en tout cas depuis un temps non prescrit : 1^e) Troublé ou entravé la mise en marche ou la circulation des trains, 2^e) Pénétré, circulé, stationné sans autorisation régulière dans les parties de la voie ferrée ou de ses dépendances non affectées à la circulation publique. » Le procès fut l'occasion de nombreux articles dans le journal *La Marseillaise* : « Les six démocrates sétois doivent être relaxés » ; « Le conseil communal de la paix décide d'organiser un déplacement à Montpellier », etc. Une manifestation se déroula

devant le Palais de Justice. Le 28 janvier 1958, les six Sètois furent condamnés à verser individuellement 12 000 francs d'amende et ils furent condamnés aux dépens. La lutte continua jusqu'au cessez-le-feu, en 1962. En 1968, Armande Maillet représenta la FEN et elle intervint à ce titre dans les meetings à Sète. Elle fut en même temps responsable de la commission enseignement de la section de Sète du PCF.



Armande Camo-Maillet le 30 janvier 2010 avec son arrière-petit fils Alexis âgé d'une semaine.

Armande continue (2012) d'exercer sa vigilance sur tout ce qui concerne la Résistance, la Libération et la guerre d'Algérie. Elle exprime parfois ses indignations et ses colères dans la presse locale, notamment dans *L'Hérault du Jour* (édition départementale du journal *La Marseillaise*). Toujours en phase avec son temps elle suit l'actualité politique, nationale et mondiale, via internet et n'hésite pas à donner son point de vue à chaque fois qu'elle le juge nécessaire.

SOURCES : Discours prononcé par Antoine Beille*, le 24 février 1983, à l'occasion de la remise de la distinction de l'Ordre national des Palmes académiques à Armande Camo-Maillet. — *La Marseillaise*, 8 au 30 janvier 1958. — Entretiens de Jacques Blin avec Armande Camo-Maillet, juin 2009, novembre 2009, mars 2012. — Notes d'André Balent.

Jacques BLIN

LECTURES CHOISIES :

***Nouveau Dictionnaire de biographies roussillonnaises.* Sous la direction de Gérard BONET avec la collaboration d'André BALENT, Étienne FRÉNAY, Nicolas MARTY, Michelle ROS, 1789-2011. Volume 1. Tome 1 : A - L. Ouvrage publié sous l'égide de l'Institut d'Histoire du Roussillon, Perpignan. 55 collaborateurs. Bibliographie. Index thématique. Index des communes. Cartes. Table des abréviations, acronymes, sigles et symboles. Publications de l'Olivier, Perpignan, 2011. 45 €.**

Le *Nouveau Dictionnaire de biographies roussillonnaises* dont le premier volume est paru en décembre 2011, est publié sous l'égide de l'Institut d'Histoire du Roussillon, présidé depuis 2003 par Nicolas Marty, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Perpignan-Via Domitia, doyen de la faculté des Lettres et des Sciences humaines de Perpignan-Via Domitia et membre de l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le projet de ce dictionnaire date de 1997, le but étant de continuer le *Dictionnaire de biographies roussillonnaises* de l'abbé Jean Capeille, ouvrage publié à Perpignan en 1914. Cet ouvrage, fruit d'un labeur solitaire du prêtre et encore de référence aujourd'hui, rassemble plus de trois mille biographies de personnalités de l'histoire du Roussillon, du Moyen-âge à la fin du XIX^e siècle. Le nouveau dictionnaire commence en 1789, reprenant une partie des travaux de l'abbé Capeille, et se termine au début du XXI^e siècle. Seules les personnalités décédées sont citées dans l'ouvrage. Gérard Bonet, journaliste, historien, éditeur et membre lui aussi de l'association Maitron Languedoc-Roussillon, est à l'origine du projet. Il a aussi coordonné la partie sur la période contemporaine et animé le comité de rédaction composé d'André Balent (Maitron L-R), Étienne Frénay (Maitron LR), Michelle Ros et Nicolas Marty (directeur de publication du *Midi Rouge*). Quatre-vingts collaboratrices et collaborateurs ont participé à la rédaction des 1800 notices de l'ouvrage dans une entreprise collective assez remarquable. Dès 2001-2002, le dictionnaire monolithique initial se transforme en plusieurs volumes thématiques, selon la profession ou l'activité, avec des renvois d'un volume à l'autre. Le tome 1 de 698 pages qui a été publié en décembre 2011 avec 500 notices, correspond au thème « Pouvoir et société » pour les personnalités relevant de la sphère administrative, politique, économique, militaire, juridique dont le nom commence par A-L, le tome suivant (M-Z) étant en cours de préparation. Les deux derniers volumes traiteront pour l'un de la culture au sens large, incluant les sciences humaines et sociales et le sport, et pour l'autre des sciences de la vie et de la terre et des sciences expérimentales.

Les biographies sont présentées avec leurs sources et chaque volume comporte deux index, celui des communes d'origine et un index des thèmes. Beaucoup de notices biographiques sont illustrées d'un portrait (tableau, gravure ou tableau) de la personnalité, ce qui en rend la lecture plus agréable. Le projet dépasse les limites du département puisque sont citées des personnalités qui ont vécu dans les Pyrénées-Orientales, natives ou non du lieu, mais aussi, celles qui originaires du Roussillon se sont illustrées ailleurs. La rigueur dans le contenu et la mise en forme des biographies, rigueur assez semblable à celle du dictionnaire *Maitron*, permet à chacun de trouver des informations précises sur le personnage cité avec une totale crédibilité et un intérêt majeur.

Le dictionnaire se veut exhaustif et de fait sont citées pour le XX^e siècle des personnalités que la mémoire officielle a oublié : les collaborateurs du régime nazi voisinent à côté des résistants dont les noms sont connus par les plaques de rue. Le dictionnaire se veut pratique et à visée pédagogique : à cet effet, les index et la bibliographie générale sont une aide pour les chercheurs et les étudiants. C'est un livre très complet et sur une période de 225 ans, il constitue une mine d'informations pour chacun. Un seul regret, le peu de place que tiennent les personnalités féminines dans l'ouvrage : il est vrai que l'histoire, jusqu'à présent, ne retient souvent que l'action des hommes.

Miquèl RUQUET

* * *
*

Raymond HUARD, *À l'arrière du front. Le Gard, un département mobilisé, 1914-1919.* Inclinaison, Petite Bibliothèque d'histoire, 2011, 178 p., ill.

Pour qui veut aborder la Première Guerre mondiale, il existe une multitude d'ouvrages généraux et thématiques. Pour approcher au plus près du conflit, de nombreux témoignages de combattants ont été publiés, quand ce n'est pas la littérature – pour le Gard, Raymond Huard évoque ainsi le livre d'André Chamson, *Roux le bandit*, histoire enjolivée d'un déserteur – et le cinéma qui l'ont abordé.

Mais qu'en est-il des départements éloignés des zones de combats ? Des études s'intéressent aux conséquences de la guerre dans les domaines économique, social, politique. Autre regard avec les monographies villageoises, qui font découvrir au plus près la vie quotidienne. Mais il manquait une vision centrée sur un département, objet du livre que vient d'écrire Raymond Huard sur le Gard.

Un état des lieux du département à la veille de la guerre aborde tous les aspects de la vie économique, politique, sociale, quotidienne et religieuse – nous sommes dans le Gard. En 1914, c'est est un département agricole et industriel assez prospère, qui a surmonté les difficultés économiques de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle. Cependant, l'exode rural frappe les Cévennes au profit du bassin minier et de la plaine. La vie politique est dominée par la gauche ; les socialistes en sont la principale force, avec cinq députés sur six, et la direction de nombreuses municipalités, dont Nîmes. Les radicaux détiennent les trois mandats de sénateurs. A droite, si les royalistes dominent, ils sont en déclin, tandis que l'Action française s'implante. Développement du mouvement syndical, même si les effectifs restent limités, et apaisement religieux caractérisent d'autre part les années d'avant-guerre. Conscients de la situation internationale instable, mais éloignés d'un éventuel front, les Gardois ne montrent pas d'appréhension particulière face à un risque de conflit.

À l'entrée en guerre, la réaction la plus générale est la résignation note R. Huard. Il rapporte les souvenirs de Charles Terrin, professeur de lycée à Nîmes, qui « n'évoquent (...) qu'une sourde inquiétude, puis l'acceptation passive du conflit à l'exception d'une petite minorité activiste et de certains militaires ». Le départ des hommes, constituant la majorité de la population active, bouleverse la vie quotidienne. De nombreuses familles se retrouvent sans ressources en raison de l'absence du chef de famille, et de l'apparition du chômage pour ceux qui restent, l'usine ou le magasin qui les employaient ayant fermé.

Très vite, l'arrivée de nombreux réfugiés (ils seront 15 000 à la fin du conflit) confronte le département aux premiers effets de la guerre. Ils sont répartis dans l'ensemble du département, mais avec une prépondérance dans le bassin minier, l'arrondissement d'Alès en accueillera 50 %. Puis le nombre croissant de blessés nécessite l'ouverture d'hôpitaux temporaires dans les écoles et même des temples dans des communes à majorité protestante.

L'économie connaît une évolution différenciée. Les mines et la métallurgie travaillant pour la défense nationale sont largement sollicitées. Après une chute de la production au début de la guerre, de nombreux mineurs étant partis au front, elle progresse dès 1915, avec l'augmentation des effectifs – à la fin de la guerre, ils seront supérieurs de 53 % à ceux d'avant-guerre – et l'allongement de la journée de travail. Si de nombreuses entreprises peuvent se tourner vers des productions destinées à la défense nationale, d'autres secteurs pâtissent de la guerre, comme les filatures de soie, qui passent de 83 avant la guerre à 38 fin 1917, touchées par la difficulté d'approvisionnement et l'envolée des prix des cocons. Autre bouleversement, l'emploi des femmes : cantonné à des tâches peu payées, il pénètre dans des secteurs peu féminisés jusqu'alors et plus rémunérateurs.

L'agriculture souffre du manque de main-d'œuvre, aggravé par la réquisition des animaux de trait lors de la mobilisation. L'effondrement de la production de blé provoque de graves problèmes de ravitaillement à la fin de 1917 et au début de 1918. La viticulture connaît une situation ambivalente. Alors que les demandes de vin par l'armée augmentent, la production chute en 1915 et reste inférieure à la normale les deux années suivantes, ce qui conduit à une progression régulière des prix.

Le Midi Rouge

Face à la hausse généralisée des prix, aux pénuries dans les domaines alimentaires et non alimentaires, les municipalités sont amenées à intervenir avec la mise en place d'une administration du ravitaillement. L'auteur souligne que « sans la hausse des prix et la pénurie, on ne comprendrait pas vraiment la crise de 1917, qui ne résulte pas seulement de la fatigue des années de guerre et de la crise du moral ».

La guerre amène le contrôle de l'information, le renforcement de la censure et le développement de la propagande. Outre la propagande officielle, le lecteur découvrira, dans la partie consacrée à « la propagande patriotique spontanée », des extraits de poèmes d'auteurs locaux (lire notamment celui brocardant l'empereur d'Autriche).

Avec la poursuite des hostilités et la dégradation des conditions de travail, le bassin minier n'échappe pas à la tendance nationale, qui voit la renaissance du syndicalisme en 1915-1916, qui met en avant des revendications salariales. En 1917, plusieurs mouvements de grève éclatent dans de nombreux secteurs. Si les mouvements revendicatifs fléchissent en France en 1918, ils se maintiennent dans le Gard avec une reprise dans le textile et leur déclenchement dans le bassin minier. Pour ce dernier, de lourdes sanctions frapperont les mineurs en raison de leur rôle stratégique pour l'effort de guerre.

Sur le plan démographique, le Gard est touché comme les autres départements. Le recensement de 1921 montre une baisse de 17 289 habitants par rapport à celui de 1911, avec une population totale de 396 756 habitants contre 413 458. Il n'atteindra son niveau d'avant-guerre que dans les années 1950. Si les plus grandes villes ont retrouvé, voire augmenté leur population en 1921, la guerre a contribué à accentuer le déclin démographique de nombreuses localités cévenoles. Si des différences sont perceptibles, toutes les localités, quelle que soit leur taille, ont été touchées par les pertes humaines, la hausse des prix, les pénuries et le rationnement. La présentation de quelques villes et villages permet d'appréhender l'impact de la guerre au quotidien.

La joie de la victoire s'estompant, dès 1919, l'aspiration à une vie meilleure provoque un essor des mouvements sociaux, porté par le renforcement des syndicats. Nîmes et le bassin minier sont les plus touchés par les grèves, aux revendications principalement salariales, car la hausse des prix se poursuit. La vie politique reprend ses droits. Le nouveau mode de scrutin mis en place pour les législatives de 1919, qui associe scrutin majoritaire et proportionnelle, aboutit au résultat paradoxal d'une représentation gardoise limitée à deux députés de gauche, alors que celle-ci obtient 56 % des suffrages, la droite et l'extrême droite ayant quatre élus.

Ouvrage destiné au grand public, écrit l'auteur, certes, mais il n'oublie pas de citer en notes les diverses études qu'il synthétise et qui permettront au lecteur d'approfondir un point particulier. De l'inciter à parcourir les récits des témoins, mentionnés tout au long du texte. Les archives sont mises à profit, plusieurs documents sont reproduits qui viennent illustrer le propos et restituer l'atmosphère de l'époque. Le livre se conclut sur la spécificité de ce conflit par rapport à celui de 1870 et de la Seconde Guerre mondiale.

L'ouvrage est complété par une indexation bienvenue des noms de lieux – malgré quelques oublis. Enfin, les sous titres, qui introduisent les différentes séquences étudiées dans chaque chapitre, et repris dans la table des matières, permettent d'accéder aisément au thème recherché.

Le prochain centenaire de cette guerre approchant, on peut espérer que la recherche historique produira des études comparables, qui permettront de situer le Gard parmi les départements éloignés des champs de bataille.

Patrick VAZEILLES

* * *
*

NOTES DE RECHERCHES :

INVITATION AU DÉBAT : ÉTAT DES LIEUX SUR LE « MIDI ROUGE »¹

L'expression « Midi Rouge » a été largement utilisée pour définir le Midi. Certes les raisons ne manquent pas pour accrédi-ter l'idée de spécificité des régions du Sud, encore qu'il faille bien se garder de généraliser à outrance des événements locaux quelle que soit l'influence qu'ils aient pu avoir sur l'ensemble des régions de langue occitane car c'est bien ainsi que l'on peut d'abord définir le « Midi ». Comment, donc, le Midi a-t-il pu devenir si rouge et l'est-il vraiment ? La question que posait Jean Sagnes il y a une trentaine d'années reste donc pertinente².

Nos régions ont bien été le théâtre d'affrontements parfois violents mais si souvent cela a pu ressembler à une lutte contre le Nord, ils ont surtout constitué des combats contre un pouvoir, une oppression ou une exploitation.

Une des dimensions originales du Languedoc, dans la période allant de 1848 à la fin du XX^e siècle, est très certainement le fait que celle-ci est traversée par une série de conflits qui contribuent à la construction d'un identitaire à la fois marqué par l'attachement à la République et par la permanence d'un mouvement social fortement revendicatif. Beaucoup de chercheurs, souvent méridionaux, parfois anglo-saxons, rarement « Parisiens » – au sens générique que l'on donne à ce terme servant en Languedoc à désigner « ceuss » (*sic*) du Nord – ont étudié cette question.

Parmi ces travaux, dont beaucoup ont marqué notre formation puis nos recherches, je voudrais citer ceux de Maurice Agulhon sur la République, ceux, souvent pionniers, de Jean Sagnes, Raymond Huard et Rémy Pech, ceux des Américains Laura Frader, Jonh Harvey Smith et, plus récemment, Christopher Guthrie, ceux également de Jean-Louis Escudier³.

¹ Ce texte reprend partiellement notre contribution au colloque de Nérac de mai 2011 « Les Midis et la Troisième République » (actes à paraître) : *La culture du conflit en Languedoc : de la réception de percepteurs à l'antimilitarisme*.

² SAGNES, Jean, *Le Midi Rouge : Mythe et réalité*, Paris, Anthropos, 1982.

³ SAGNES Jean, *Le Midi Rouge...*, op. cité. ; PECH Rémy, *Les ouvriers viticoles du Narbonnais entre ferroulisme et syndicalisme révolutionnaire (1905-1907)*, in VERDEJO, Xavier (dir.), *Debout les damnés de la terre !... Syndicalisme révolutionnaire autour de la crise de 1907 dans le Midi viticole*, Actes du colloque de Narbonne (mai 2007, Narbonne, 2008, Éd. IHS CGT Aude ; ESCUDIER Jean-Louis, *Prolétariat viticole et grève en bas Languedoc de 1900 à 1914*, in *Debout...*, op. cit. ; FRADER Laura, « Paysannerie et syndicalisme révolutionnaire : les ouvriers viticoles de Coursan (1850-1914) », in *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez*, 4^e trimestre 1978 ; *Peasants and protest. Agricultural workers, politics and unions in the Aude, 1850-1914*, University of California Press, Berkeley, 1991 ; « Genre et classe dans les vignobles : le mouvement syndical et la révolte de 1907 dans le Narbonnais », in *Debout...*, op. cit. ; CADÉ Michel, « Traditions identitaires du mouvement ouvrier français dans le Midi rouge, de la fin du XIX^e siècle à nos jours », in *Le Mouvement social*, n°166, janvier/mars 1994 ; « Aux racines du mouvement de 1907 : les grèves de 1904 dans les Pyrénées-Orientales », in *Debout...*, op. cit. ; SMITH John Harvey, « Work routine and social structure in a french village (Cruzy, Hérault) », (*The 19th century*), in *The journal of interdisciplinary history*, Winter 1975 ; AGULHON Maurice, *La République au village*, Paris, Seuil (coll. « Univers historique »), 1979 ; HUARD Raymond, *Le Mouvement Républicain En Bas-Languedoc - La Préhistoire Des Partis*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1982 ; GUTHRIE Christopher E., *The battle for the « République démocratique et sociale »*, in *the Narbonnais, 1830-1875*, E-U, The Edwin Mellen Press, 2006.

Nous proposons, ici, de souligner quelques points qui nous semblent à même de participer à l'évocation du Midi rouge. Pour autant, nous nous garderons bien de généraliser notre propos à un espace que nous sommes incapable de définir en tant qu'espace cohérent, si ce n'est en référence à la langue occitane. Nous allons donc nous attacher à donner quelques éclairages sur les rapports conflictuels du Languedoc et plus précisément du Narbonnais. Celui-ci constitue, de notre point de vue, un bon exemple des conflits divers qui tendent à créer un imaginaire collectif de la protestation dans le cadre bien ancré de traditions sur lesquelles certains n'hésitent pas à s'appuyer pour définir un Midi qui serait en tout point différent d'un Nord arrogant et oppresseur, voire colonisateur. Enfin, nous débiterons notre propos à la fin du Second Empire, c'est-à-dire que nous n'évoquerons ni la Seconde République ni le Second Empire jusqu'en 1869.

Ainsi aborderons-nous trois points pouvant en partie expliquer qu'il existe une certaine « culture du conflit » en Languedoc. En premier lieu, l'affirmation d'un attachement à l'idéal républicain et aux combats qu'il engendre. Ce républicanisme, souvent précoce, s'est ensuite divisé, ce qui n'est pas spécifique mais qui, en revanche, revêt des formes particulières que nous illustrerons à partir de deux événements majeurs liés à la viticulture, les luttes ouvrières de 1904 et le grand soulèvement de défense de la viticulture méridionale qu'a été 1907. Enfin, nous évoquerons rapidement les événements plus ou moins récents qui ont contribué à alimenter le mythe et son utilisation par les divers courants de la Gauche.

Combats pour la République

L'affirmation précoce du républicanisme

Dès la fin de l'Empire et avant même sa chute, les républicains remportent de francs succès dans nombre de communes du Narbonnais viticole et à Narbonne même.⁴ Ces résultats sont confirmés par ceux du plébiscite du 8 mai 1870 où le « non » arrive en tête à Narbonne (56,5%)⁵. L'élection municipale du 7 août 1870 renforce la poussée républicaine. À Narbonne, la liste de Raynal l'emporte ainsi qu'à Cuxac, avec une liste élue dans laquelle on retrouve d'anciens quarante-huitards, de vieux républicains et, signe de l'ascension de la viticulture, un distillateur et deux tonneliers dont Clovis Papinaud qui fait par la suite « carrière ».⁶

Témoins de cette affirmation de la République, de nombreuses localités où l'on trouve des « Rue du 4 septembre » et autant de refus du préfet d'entériner ce qui pour lui « rappelle des événements douloureux ». Même attitude des autorités en septembre 1871 lors des festivités organisées le 4 septembre 1871 pour fêter l'anniversaire de la proclamation de la République et que le sous-préfet a vainement essayé d'empêcher en interdisant de « *danser dans les rues* ».⁷

La Commune

Narbonne est une des rares villes de province, et en tout cas la plus petite, à avoir connu une Commune en mars 1871. Celle-ci a été étudiée par Marc César⁸ et très récemment nous l'avons

⁴ Élections législatives du 23 mai 1869. Arch. dép. de l'Aude, 2 M 63.

⁵ Arch. dép. de l'Aude, 2 M 17.

⁶ Cf. ROQUES Andrée (avec Edmond PASCUAL), *Le Tonnelier de la République*, Publications de l'Olivier, 2001.

⁷ *Ibid.*

⁸ CÉSAR Marc, *La Commune de Narbonne*, 1^{re} éd. Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 1996, 2^e éd. revue et augmentée, *La Commune révolutionnaire de Narbonne*, Sète, Éditions singulières, 2008.

évoquée lors d'un important colloque à Narbonne⁹. Il y a très peu de Communes de province mais, parmi elles, les villes du Sud sont à signaler. En plus de Narbonne, citons seulement Marseille, Toulouse et les tentatives de Bordeaux et de Limoges, voire de Perpignan. Il faut noter également la formation dès septembre 1870 du « Comité de la Ligue du Midi pour la Défense nationale de la République ». Les « comités révolutionnaires » de 14 départements du Midi ont envoyé des délégués à Marseille pour cette occasion.

Si la Commune de Narbonne a été brève (24-31 mars 1871), elle a néanmoins constitué un conflit majeur qui a été réprimé dans le sang (deux ou trois morts, selon les sources). Elle a également été marquée par deux personnalités qui jouent par la suite un rôle important : Émile Digeon¹⁰ et Baptiste Limouzy, jardinier et conseiller municipal de la municipalité républicaine élue en 1870.

Elle a eu aussi quelque retentissement en milieu rural, ce qui semble apporter un éclairage nouveau à un événement souvent considéré comme essentiellement urbain. Ainsi, il y a eu, en l'état actuel de recherches toujours en cours, quelques réactions dans les communes voisines de Narbonne. Au moins à Coursan où, dès le 25 mars, Marc César note une tentative de soulèvement de « militants » qui « hissèrent un drapeau rouge dans le village ». À Cuxac, Papinaud, ami de Digeon, l'assure d'un certain soutien mais ne proclame pas la Commune même si, le 15 avril, il transmet au sous-préfet une pétition qui affirme la République française une et indivisible, demande la reconnaissance des franchises municipales de Paris, « se résumant dans la libre élection de ses conseillers et magistrats, et des chefs de tout grade de la garde nationale » et réclame, à bref délai, l'élection pour une assemblée constituante avec mandat d'organiser la République¹¹.

Si la Commune de Narbonne semble avoir peu d'effets dans l'immédiat, elle contribue largement à l'affirmation de la gauche dans la région et plus généralement au mythe de la Cité Rouge (Guidoni)¹² et du Midi Rouge (Sagnes)¹³.

Son souvenir est fréquemment rappelé et l'événement commémoré lors de banquets organisés le plus souvent par les chambrées socialistes ou même d'un simple « punch »¹⁴. Son impact est bien réel dans le cadre d'élections, en particulier des législatives de 1880 où l'emblématique Émile Digeon obtient des scores importants, ne suffisant toutefois pas à le faire élire. Relevons quelques résultats de Digeon pour 1880 : 62% à Coursan, 91% à Salles, 62% à Moussan, 50% à Argeliers et 36% à Narbonne¹⁵. Plus tard le mythe est renforcé par l'élection comme maire et député du socialiste Ferrroul¹⁶.

D'ailleurs, si certains communards narbonnais se réclament plus tard du mouvement anarchiste – notamment Émile Digeon –, d'autres intègrent les rangs des socialistes, comme Baptiste Limouzy ou Paul Narbonne. Ces derniers continuent cependant de rappeler, lors de réunions de la « chambrée socialiste », les références à leur passé communard.

⁹ Colloque international organisé à Narbonne du 24 au 26 mars par l'IHS CGT Aude, l'Université Paris 13 et la Commission archéologique et littéraire de Narbonne : *Regards sur la Commune de 1871 en France. Nouvelles approches et perspectives*. Actes en cours d'édition.

¹⁰ Cf. TIRAND Paul, *Émile Digeon. 1822-1894. L'itinéraire singulier d'un communard*, Paris, L'Harmattan (coll. « Logiques historiques »), 2007.

¹¹ Arch. dép. de l'Aude, 1 M D 516.

¹² GUIDONI Pierre, *La cité Rouge. Le socialisme à Narbonne. 1871-1921*, Privat, Toulouse, 1982. Pierre Guidoni fut élu député socialiste de Narbonne en 1978.

¹³ SAGNES, *Le Midi Rouge...*, op. cit.

¹⁴ Cet aspect a été évoqué par Rémy Pech lors du colloque de Narbonne, *La mémoire de la Commune et les socialistes narbonnais : un soleil trompeur*. À paraître dans les actes.

¹⁵ Arch. dép. de l'Aude, 3 M D 199.

¹⁶ Cf. GUTHRIE Christopher E., « D^r Ernest Ferrroul and Municipal Socialism in Narbonne », in *European History Quarterly*, vol. 40, n°1, January 2010, 1-18.

Enfin, cette mémoire est également ravivée par les francs-maçons. Lors d'une conférence d'Edgard Monteil organisée par la loge maçonnique de Carcassonne, en présence de 500 personnes, l'orateur déclare : « *J'ai été soldat de la Commune et mon fusil n'est pas encore rouillé pour ne pas encore défendre les libertés de la République.* »¹⁷ »

Un peu contradictoirement, il dit le lendemain dans les mêmes circonstances mais à Narbonne et après s'être présenté comme « *ancien communal, vieux lutteur* », « *qu'il ne saurait conseiller l'insurrection quoiqu'il soit ancien communal.* »¹⁸ »

Combats ouvriers, combats vigneron

Les débuts du syndicalisme ouvrier de la terre

Le syndicalisme terrien est né tardivement en Languedoc pour diverses raisons dont l'une, majeure, était la réticence à accueillir les ouvriers agricoles au sein de la CGT car certains d'entre eux pouvaient être des micro-propriétaires, raison à laquelle il faut ajouter les difficultés pour organiser un prolétariat très dispersé géographiquement et plus ou moins éloigné des Bourses du travail urbaines.

Le Languedoc a été le lieu de naissance d'une fédération nationale des ouvriers agricoles. En effet, la Fédération des Travailleurs agricoles du Midi, affiliée à la CGT, a été créée en 1903 grâce à l'opiniâtreté de grands dirigeants ouvriers languedociens, en particulier Paul Ader (de Cuxac) et Baptiste Milhaud (de Mèze). Paul Ader s'est battu de 1904 à 1914¹⁹ pour unifier les différentes « fédérations terriennes » qui existaient alors au sein de la CGT (en plus de la FTAM, celle des horticulteurs, celles des travailleurs agricoles du Nord et celle des bûcherons du centre). Il ne peut voir cette unité, réalisée après la guerre, mais il peut en être considéré comme le principal artisan.

Des luttes dures ont lieu en 1903-1904 ; elles portent à la fois sur des augmentations de salaire et sur la réduction du temps de travail. Souvent, les revendications ont été satisfaites à la suite de grèves plus ou moins longues mais les acquis sont souvent remis en cause et les patrons « oublient » vite leurs engagements ce qui entraîne un mot d'ordre de « grève générale » en décembre 1904. Celle-ci est plus ou moins suivie mais revêt parfois des formes plus violentes et montre un grand sens de l'organisation de la part du Comité fédéral réuni en permanence à Narbonne.

Des femmes sont présentes : lors des défilés, des Cuxanaises arborent en tête un drapeau du « Syndicat des femmes de Cuxac »²⁰ ; à Coursan, les « ramasseuses de sarments » ont mené en 1912-1913 une grève de plusieurs mois pour une augmentation de salaire et ont créé une section de femmes au sein de la CGT²¹.

Les ouvriers ont des revendications particulières comme celle de l'obtention, en plus du salaire « normal », d'un salaire en nature (vin), ils obtiennent satisfaction grâce notamment aux ouvriers agricoles de Coursan et leur leader François Cheytion. Cet acquis existe toujours aujourd'hui.

Massif au départ, ce syndicalisme décline après 1907, la CGT excluant les adhérents ou syndicats qui adhèrent à la CGV patronale ou parce que certains ne pouvaient payer deux

¹⁷ Arch. dép. de l'Aude, 1 MD 935.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Date à laquelle il est mobilisé. Il meurt en 1918.

²⁰ Arch. dép. de l'Aude, 15 M 126 ; Cf. VERDEJO, Xavier, *Les mutations de la vie rurale à Cuxac d'Aude de 1789 à 1914*, Université de Toulouse-Le Mirail, 1983.

²¹ Arch. dép. de l'Aude, 15 M 133 ; Cf. FRADER Laura, « *Grapes of wrath : vineyard workers, Labor Unions and strikes in the Aude 1903-1913* », in *Class conflict and collective action*, Louis et Charles Tilly eds, Beverly Hills, 1982 ; *Women's collective action and revolutionary syndicalism in the Aude, 1900-1914*, Annual Meeting, Society for French Historical Studies, Los Angeles, California, March 1992.

cotisations. À partir de 1909-1910, beaucoup d'ouvriers vite désenchantés sur leur place dans la CGV, reviennent au sein du syndicat ouvrier qui retrouve une certaine vigueur.

Le soulèvement de 1907

On a l'habitude de parler de la « révolte de 1907 » ou de la « révolte des gueux », mais le mot peut sembler faible compte tenu de :

- l'ampleur des manifestations : le tiers de la population de la région à Montpellier !²²
- la participation très large, au-delà de la profession elle-même représentée par les propriétaires mais aussi les ouvriers (pas tous !), parfois un peu « obligés »
- la dureté de la répression²³

Ce mouvement, *a contrario* de celui des ouvriers, s'identifie pleinement au « Midi » :

- par antagonisme ; lutte du Midi viticole contre le Nord (fraude, sucre...), contre le pouvoir parisien (Clemenceau)
- par l'utilisation de la langue occitane²⁴ :
 - sur les pancartes²⁵ : *lo darnie croustet*²⁶ ; *Abère tant de boun bi et pas pourré mangea de pan !*²⁷ ; *Se plouran petits, Grands moussegaren*²⁸ ... ;
 - dans des chansons créées pour l'occasion ;
 - dans les discours de Ferroul qui cite le troubadour Bernat Sicart de Maruèjols²⁹
 - dans le télégramme que Frédéric Mistral envoie à Marcellin Albert : « *Vivo la terro maire e l'abitant que la boulego ! Plus de poulitico. Unioun en Lengado* »³⁰.

Des formes originales

Vigueur de l'antycléricalisme : quelques exemples

De nombreux conflits apparaissent dès le début de la III^e République sur la question du financement des travaux dans les églises. De nombreux conseils municipaux du Narbonnais ne tiennent pas compte des recommandations de l'État les sollicitant pour ces travaux alors que ce même État refuse de subventionner la construction d'écoles publiques communales qu'ils demandent, situation qui donne un exemple supplémentaire de la lutte des républicains contre l'État réactionnaire.

Un antycléricalisme est présent aussi chez les ouvriers agricoles en lutte dans les grands mouvements de grève de 1904 comme à Cuxac où certains veulent manifester le dimanche matin devant l'église « *contre l'exercice du culte*.³¹ » À Coursan, ils plantent le drapeau rouge en haut du

²² Soit 600 000 manifestants.

²³ Notamment lors des fusillades de Narbonne en juin 1907. Cf. PECH Monique, PECH Rémy et SAGNES Jean, *1907 en Languedoc et en Roussillon*, Edisud, 1997.

²⁴ Cf. PINIES Jean-Pierre, 1907. *L'album de la mémoire*, Garae Hésiode, 2007.

²⁵ L'orthographe, peu académique, a été respectée.

²⁶ Une des plus célèbres pancartes de 1907, celle de Ginestas (Aude), où était accroché un croûton de pain.

Traduction : « *Le dernier croûton* ».

²⁷ « Avoir tant de bon vin et ne pas pouvoir manger de pain ! »

²⁸ « Si petits nous pleurons, grands nous mordrons ! »

²⁹ « *Ai, Tolosa e Provensa / E la terra d'Argensa, / Bezèrs e Carcassei, / Que vos vi e quo'us vei !* »

Trad. : « *Hélas ! Toulouse et Provence, et la terre d'Argence, Béziers et Carcassès, comme je vous vis et comme je vous vois !* » Le texte date du XIII^e siècle.

³⁰ « *Vive la terre mère et celui qui la remue ! Plus de politique. Union en Languedoc !* »

³¹ *Le Petit Méridional*, 5 décembre 1904.

clocher de l'église³² ; à Pouzols, ils séquestrent le curé et l'obligent à visiter les gros propriétaires, « ses amis », pour appuyer les revendications ouvrières.³³

Défilés bruyants et colorés des ouvriers, coups de main, « rambal », « tustets »³⁴

Lors des défilés ouvriers, le rituel est identique, rassemblement au clairon, parfois avant 5h du matin, mise en place des « postes », puis, manifestation avec drapeau, musique (tambours et clairons) et « au chant », le plus souvent *L'Internationale*³⁵.

Il peut y avoir quelques violences, les grévistes n'hésitant pas à envoyer des patrouilles pour débusquer les non-grévistes et en venir parfois aux mains. Les accès aux lieux de travail sont souvent bloqués et des *rambals* (chahuts) sont organisés dès la première heure. Les affrontements entre grévistes et forces de l'ordre très nombreux et parfois violents.

Certains propriétaires ou des opposants au mouvement de grève peuvent être l'objet de représailles. Les grévistes peuvent aller jusqu'à faire le coup de main dans les vignes.

« [...] *Un còp un maréchal que ferrava un caval dins la carrièra davant la fòrja, quand passèt sus la rota los obriers en cantant l'Internacionala diguèt : "De que vòlan aqueles fenhants ?" Te respondi que va paguèt car, quauques temps après, al mès d'avril quand las vinhas comencèron de forçar... amb una engranhièra de tamaris i anèron espolsar una vinha qu'aviá, n'aviá très o quatre... E pòdes creire qu'aquò i serviguèt de leiçon...*³⁶ »

Ils organisent aussi des *tustets* contre les réactionnaires³⁷ ou placent des *dosils*³⁸ dans les serrures des caves de propriétaires récalcitrants... À Coursan, en 1904, la femme de François Cheytion³⁹ et deux de ses camarades sont arrêtés pour avoir « volé » les paniers des cuisinières des bourgeois, au marché, afin de nourrir les grévistes. Lui-même l'est également pour avoir planté son couteau dans le poitrail du cheval d'un des nombreux gendarmes présents durant le mouvement de décembre 1904. Il est également soupçonné de bastonnades contre des ouvriers non-grévistes...

³² *Le Petit Méridional*, 15 janvier 1904.

³³ Arch. dép. de l'Aude, 15 M 117.

³⁴ Le *rambal* c'est le chahut, une pagaille organisée, bruyante, pratique des jeunes lors des carnivals mais aussi des ouvriers en grève... Le *tustet* – appelé aussi *marcelet* – relève en quelque sorte de la même famille ; il s'agit d'aller réveiller (parfois plusieurs fois) une personne, soit, lorsqu'il s'agit de pratiques festives, un « bon client » dont on sait qu'il va réagir vite, soit dans le cas des manifestations ouvrières, un propriétaire des plus réactionnaires. Les techniques varient d'un village à l'autre mais en règle générale il s'agit de frapper une porte « à distance » – grâce à une corde – et attendre la sortie du réveillé... L'auteur a participé dans sa jeunesse à ce genre de manifestations...

³⁵ VERDEJO Xavier, « Combats, espoirs et ambiguïtés de la lutte des ouvriers agricoles du Languedoc viticole au début du XX^e siècle », in PIGENET, Michel et ROBIN, Pierre (dir.), *Victor, Émile, Georges, Fernand et les autres... Regards sur le syndicalisme révolutionnaire*, Éd. d'Albret, 2007.

³⁶ Enquête orale (occitan) réalisée à Cuxac d'Aude auprès de Jules Suere en 1977. Notons d'ailleurs que le père de Jules Suere, Joseph Suere, était vice-président du syndicat en 1899. Traduction : « *Une fois un maréchal qui ferrait un cheval dans la rue devant la forge, quand les ouvriers passèrent dans la rue en chantant l'Internationale dit : "Que veulent ces fainéants ?" Je te certifie qu'il le paya cher, quelques temps après, au mois d'avril, quand les vignes commencèrent de débouarrer... avec un balai de tamarin, ils allèrent lui secouer la vigne... il en avait trois ou quatre et tu peux croire, cela lui servit de leçon...* »

³⁷ Cf. *supra*.

³⁸ Le *dosil* est une cheville de bois que l'on trempe pour qu'elle puisse gonfler et que l'on enfonce dans la serrure afin de condamner le portail de la cave ou de la remise empêchant ainsi toute entrée ou toute sortie. Technique que nous avons vu appliquer encore lors de journées pré-électorales dans les années quatre-vingt.

³⁹ Dirigeant du syndicat CGT des ouvriers agricoles, anarchiste.

Le mouvement de 1907

La pancarte est vraiment un des symboles des manifestations de 1907. Presque tous les villages en ont. Elles sont toutes très éloquentes. La plus célèbre est celle de Ginestas qui est composée d'un croûton de pain avec en légende « *lo darnié croustet* ». Souvent, elles sont rédigées en occitan⁴⁰. Elles deviennent un modèle : les vigneronns de Champagne les utilisent lors de la révolte de 1911. Les percepteurs ne sont pas les bienvenus et sont chassés, menacés d'être jetés dans l'Aude ou au canal.

Les manifestations de 1907 revêtent elles aussi des aspects spécifiques. Organisées le dimanche pour drainer le maximum de manifestants, elles ont un air de fête. On se rend massivement au rendez-vous fixé lors de la précédente manifestation par des moyens divers, dans les charrettes si cela n'est pas trop loin, en train et même à pied.

Petit à petit, les manifestations deviennent massives et finalement imposantes pour atteindre le chiffre de plus de 600 000 – mais certains avancent 800 000 — lors de la dernière, celle de Montpellier, c'est-à-dire au moins le tiers de la population régionale...

Enfin, le soulèvement de 1907 peut aussi apparaître tout à fait spécifique dans le cadre des formes que prend le soutien des municipalités qui menacent de la grève de l'impôt et qui démissionnent massivement en juin.

Chansons

Chansons de grève, du soulèvement de 1907 ou simple chanson pour des événements mineurs, elles sont parfois imprimées et distribuées. Dans les grèves ouvrières, il y a souvent des versions adaptées de *L'Internationale*, tout comme en 1907⁴¹.

Carnavals, fêtes, banquets

Dans son ouvrage *The battle for the « République démocratique et sociale » in the Narbonnais. 1830-1875*, Chris Guthrie rapporte un exemple très intéressant de carnaval :

« *Le village de Cuxac d'Aude fut le théâtre d'une parade de carnaval dans laquelle on voyait une parodie incongrue des Versaillais. Trois hommes habillés en uniformes du gouvernement, défilaient dans le village, juchés à l'envers sur des mulets, sous les acclamations de la foule.* »⁴²

Signalons aussi l'organisation très fréquente de banquets ou, plus simplement, d'un « punch » pour commémorer certains événements notamment l'anniversaire du 4 septembre 1870 (proclamation de la République), puis celui de la Commune de Narbonne à la fin du mois de mars 1871 et enfin celui de juin 1907 et des tragiques événements de Narbonne.⁴³

Anarchisme

⁴⁰ Cf. *supra*.

⁴¹ SAGNES Jean, « Chansons de grèves ouvrières en Languedoc-Roussillon viticole (1904-1933) », in VERDEJO, Xavier, *Debout...*, *op. cit* ; « La révolte de 1907 dans la chanson d'hier et d'aujourd'hui », in Fédération historique du Languedoc méditerranéen et du Roussillon : *La vigne et la civilisation du vin en pays languedocien et catalan*, Montpellier, 1984 ; PECH Monique et Rémy, « Les Internationales vigneronnes autour de 1907 », in *L'histoire à travers champs. Mélanges offerts à Jean Sagnes* (textes réunis par Michel CADÉ), Presses Universitaires de Perpignan, 2002.

⁴² GUTHRIE Christopher E., *The battle...*, *op. cit*. Traduction Xavier VERDEJO.

⁴³ Ces deux derniers événements continuent aujourd'hui encore à être commémorés.

Plusieurs éléments tendent à expliquer la présence d'un fort courant anarchiste dans la région narbonnaise, en particulier une certaine continuité des idées communalistes et les espoirs qu'elles ont pu susciter comme en témoignent les forts scores réalisés par Émile Digeon⁴⁴, « chef » de la Commune narbonnaise, puis la présence d'un fort prolétariat agricole qui s'organise massivement à la CGT à partir de 1903 et qui est dirigé par des anarchistes comme François Cheytron ou des syndicalistes révolutionnaires comme Paul Ader⁴⁵.

Dès la fin des années 1880, les anarchistes sont très actifs à Narbonne et dans la région, notamment à Coursan, commune dont nous avons déjà montré la singularité. De nombreux groupes sont identifiés ; ils organisent des conférences, affichent de nombreux placards et diffusent des brochures, notamment de Kropotkine⁴⁶ et Vermersch⁴⁷.

Plusieurs leaders anarchistes viennent donner des conférences à Narbonne et à Coursan. Parmi celles-ci citons par exemple la venue de Sébastien Faure et Louise Michel en octobre 1895 qui rencontrent à l'occasion Ferroul et plusieurs élus, militants et anciens de la Commune⁴⁸. Les deux conférenciers reviennent en 1897⁴⁹. Encore en 1897, citons deux conférences d'Henri Dhorr⁵⁰ toujours à Coursan où, d'ailleurs, l'auditoire est plus fourni, et dont les titres sont évocateurs : « L'autorité c'est le meurtre » et « Le travail libre, la consommation libre et l'amour libre »⁵¹.

*Antimilitarisme*⁵²

On connaît cet aspect surtout par la mutinerie du 17^e régiment d'infanterie lors des événements de 1907⁵³ et la célèbre chanson qu'en tira Montéhus⁵⁴.

En fait, les manifestations antimilitaristes sont antérieures à 1907. Le 24 mars, jour du début de la Commune de Narbonne, les soldats du 52^e de ligne mirent crosse en l'air sur la place de l'Hôtel de ville. Marc César note, à propos du remplacement du 52^e par un régiment de « turcos »⁵⁵ que « *la haine de l'uniforme était presque aussi forte dans tout le Midi de la France que celle de la soutane* »⁵⁶. L'année 1872 est marquée par des émeutes à Narbonne où la population n'oublie pas la répression de l'année précédente⁵⁷. Les Narbonnais manifestent régulièrement leur hostilité à l'armée et ce sentiment est exacerbé par la présence du 27^e bataillon de chasseurs à pied qui avait réprimé dans le sang la Commune de Marseille. Le 23 août, c'est à un véritable affrontement que l'on assiste,

⁴⁴ Il se présente comme candidat anarchiste aux élections législatives de 1883.

⁴⁵ Cf. VERDEJO (dir.), *Debout...*, op. cit.

⁴⁶ Pierre Kropotkine (1842-1921), anarchiste russe.

⁴⁷ Eugène Vermersch (1845-1878), directeur du *Père Duchêne*, favorable à la Commune.

⁴⁸ Arch. dép. de l'Aude, 1 MD 912.

⁴⁹ Arch. dép. de l'Aude, 1 MD 910.

⁵⁰ De son vrai nom Lucien Weill, Henri Dhorr fut le premier administrateur du *Père peinard* d'Émile Pouget, futur dirigeant de la CGT, puis il collabora à plusieurs journaux, *Le Libertaire*, *Le Père Duschesne*, *La Revue Anarchiste*...

⁵¹ Arch. dép. de l'Aude, 1 MD 911.

⁵² Cf. VERDEJO Xavier, « Salut à vous ! La question de l'antimilitarisme à la CGT avant 1914 », in VERDEJO (dir.), *Debout...*, op. cit.

⁵³ Cf. PECH Rémy et MAURIN Jules, *1907. Les mutins de la République*, Éd. Privat, Toulouse, 2007.

⁵⁴ « *Salut ! Salut à vous ! Braves soldats du 17^e...* »

⁵⁵ Troupes d'origine coloniale et plus précisément d'Afrique du Nord. Il s'agit, pour Narbonne, de Tirailleurs algériens.

⁵⁶ Cf. CESAR, *La Commune...*, op. cit.

⁵⁷ La répression de la Commune de Narbonne a fait deux morts, peut-être trois, le 31 mars 1871. Cf. CESAR, *La Commune...*, op. cit.

opposant un bataillon entier à une foule de cinq cents personnes armées de pierres, de couteaux et de bâtons et faisant des blessés dans les deux camps.

Il y a aussi, de façon épisodique, une certaine agitation dans les casernes de la ville. En voici quelques exemples :

- Incidents en 1892, lors d'un concert du corps de musicien du 100^e de ligne où les musiciens s'en prennent à leur chef aux cris de « *À bas la baguette !* » Cet acte d'insubordination est sévèrement puni.⁵⁸

- En 1907, au soir du 19 mai, toujours au 100^e de ligne, les soldats ont grimpé sur les murs de la caserne pour saluer les manifestants de retour de Perpignan, en chantant *L'Internationale*.

Dès lors, comment s'étonner de cet extrait du discours de Paul Ader, un des orateurs de l'imposant rassemblement, contre la guerre et contre la loi des trois ans, qui a eu lieu en mars 1913 au Pré-Saint-Gervais attirant 200 000 personnes :

« L'antimilitarisme des viticoles est en quelque sorte un sentiment héréditaire. La révolte du 17^e en a été une preuve éclatante (cris nourris de "Vive le 17^e !")

Si l'on osait appliquer la loi des trois ans, il y aurait des rééditions, dans les campagnes, de cette révolte.⁵⁹ »

Du front populaire à nos jours

La période de l'entre-deux guerres renforce encore le mythe avec l'élection à Narbonne de Léon Blum qui devient président du Conseil après la victoire du Front Populaire.

Encore plus récemment, Narbonne célèbre, en pleine période du Programme Commun, le centenaire de la Commune, organisé par le Parti socialiste et le Parti communiste⁶⁰, ce qui n'empêche pas le PS de perdre la municipalité au profit de la liste « apolitique » d'Hubert Mouly.

Enfin, en 1976, le sang coule à Montredon dans un violent affrontement entre viticulteurs et forces de l'ordre...

Plus généralement les années 1970 sont celles aussi de l'affirmation de l'occitanisme. Celui-ci ne peut se résumer au succès des chanteurs occitans de l'époque, Claude Marti ou Mans de Breish, ou des bals occitans, nombreux et très festifs, ou encore à la revendication de la reconnaissance de la langue occitane. Le mouvement trouve aussi un écho dans les luttes, celles des viticulteurs, celles des salariés et la référence à l'Occitanie, au Midi, au « Pays » se fait plus présente avec l'apparition de la croix occitane sur de nombreux tracts du mouvement syndical et de la revendication pour « Vivre, travailler et décider au pays ». Certains n'hésitent pas à intégrer même dans ce mouvement le passé cathare du Midi...

Conclusion...

On le voit, les raisons n'ont pas manqué pour que le mythe continue d'exister en Languedoc...

Alors qu'aujourd'hui nous critiquons les multiples tentatives d'instrumentalisation de l'Histoire, ne devons-nous pas revenir à une vision plus conforme à une réalité, lever les ambiguïtés, et, au bout du compte, admettre que si notre cher Midi a pu parfois se colorer de Rouge, nous ne pouvons à tout prix vouloir en faire un petit village résistant à toute oppression et complètement coupé de mentalités oppressives du Nord... En d'autres termes est-il raisonnable de vouloir bâtir une

⁵⁸ Arch. dép. de l'Aude, 1 M D 624.

⁵⁹ *La Bataille syndicaliste*, n° 691, du 17 mars 1913.

⁶⁰ Ce centenaire a fait l'objet d'une communication de Gilbert Gaudin au colloque de Narbonne sur la Commune en mars 2011 (Actes à paraître).

identité qui ferait de l'opposition entre Midi et Nord une base structurelle suffisante pour revendiquer une quelconque libération ? Nous ne le pensons pas.

Au bout du compte, l'expression a pu se propager et se fortifier de ces références rappelées à l'envi, de situations de différences interprétées ou mal vécues qui désigneraient les Méridionaux comme d'éternelles victimes d'un Nord encore sous la coupe d'éternels « barons », mais surtout d'une appropriation ponctuelle d'événements historiques à des fins malheureusement trop souvent éloignées des messages dont ces événements étaient porteurs.

Les tentatives des Communalistes de fédérer le Midi, l'organisation des ouvriers agricoles par Paul Ader et ses camarades, le soulèvement de 1907 lui-même, malgré sa forte connotation occitane, aucun de ces événements ne peut être situé hors d'un cadre national.

Midi rouge du sang des ouvriers comme le drapeau de la chanson, rouge de celui des cathares, rouge de celui des vigneron ? Il n'est pas sûr que les trois soient du même « groupe sanguin »...

Xavier VERDEJO

* * *

*

RECONQUISTA DE ESPAÑA : NOUVELLES PRÉCISIONS SUR LA PRÉSENCE DE L'AGE/UNE À LA FRONTIÈRE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES EN SEPTEMBRE 1944

La lecture d'ouvrages publiés ces dernières années apporte des précisions sur la présence des guérilleros de l'*Unión nacional española* (UNE) regroupés dans une formation militaire, l'AGE (*Agrupación de guerrilleros españoles*) qui avaient intégré en tant que telle, avant la Libération, les Forces françaises de l'intérieur (FFI). C'est la raison pour laquelle ces guérilleros sont parfois appelés « FFI espagnols ». La constitution d'une résistance espagnole distincte au plan organisationnel des formations armées françaises (AS, ORA, FTPF) est due, rappelons-le, à la volonté de la direction du PCE (Parti communiste d'Espagne) en France, dont le chef de file qui inspira et définit sa stratégie était Jesús Monzón (1910-1973)⁶¹. L'AGE, formation militaire autonome, s'employa à organiser les Espagnols, principalement ceux de la mouvance communiste, en dehors de la MOI (Main d'Oeuvre

⁶¹ Navarrais, militant du PCE, Monzón fut nommé pendant la guerre civile gouverneur civil (équivalent de préfet) de la province de Cuenca de juillet 1937 à mai 1938 puis gouverneur civil de la province d'Albacete de juillet 1938 à mars 1939. « Délégué du comité central du PCE en France » de 1940 à 1944, il inspira la stratégie du PCE dans ce pays, en défendant des objectifs qui prenaient en compte la chute du franquisme après la libération de la France.

La mise en place de l'UNE, vaste « front » rassemblant tous les antifranquistes jusqu'aux monarchistes connut un succès mitigé auprès des autres courants de l'émigration politique espagnole (socialistes, anarchistes, communistes dissidents (POUM), républicains, nationalistes catalans ou basques). Ils voyaient dans l'UNE un instrument destiné à asseoir l'hégémonie du PCE (et de son homologue catalan le PSUC) sur l'antifranquisme. Seules des minorités de ces courants intégrèrent (souvent provisoirement) l'UNE (et l'AGE).

À partir de l'automne 1944, la direction du PCE réfugiée en URSS ou au Mexique reprit les choses en main et, confortée par l'échec de la *Reconquista de España* en octobre 1944, stigmatisa Monzón et ses partisans. Santiago Carrillo fut le grand pourfendeur du « monzonisme » n'hésitant pas, le cas échéant, à utiliser des méthodes pour le moins expéditives (nous avons évoqué l'une d'entre elles dans notre dernier article du *Midi Rouge* (« Quelques compléments sur l'action des guérilleros de l'AGE depuis la Cerdagne française », 18, décembre 2011, pp. 33- 36).

immigrée)⁶² à laquelle certains d'entre eux avaient été provisoirement rattachés. Géographiquement, l'AGE fut surtout présente dans le Midi (au sens large) de la France. Ses brigades, très actives, prirent part aux combats de la libération de nombreux départements au printemps et à l'été de 1944.

Leur contribution à cet effort fut pendant longtemps occultée. Les communistes français ne firent rien pour la mettre en valeur car elle aurait pu minimiser la leur. Carrillo et la *Pasionaria* (Dolores Ibárruri) en prenant le parti de stigmatiser Mónzon ne pouvaient en aucune façon glorifier des formations dont ils n'avaient pas été les inspirateurs et n'avaient pu contrôler la stratégie et les formes d'action. Par ailleurs, la décision du gouvernement français de dissoudre avec l'opération policière « Boléro-Paprika » (1950) le PCE, le PSUC et les organisations satellites et de viser plus particulièrement leurs cadres contraignit les militants communistes espagnols en France à une discrétion qui ne favorisait guère l'exaltation de la geste des guérilleros pendant la Seconde Guerre mondiale. Il fallut attendre les années 1980 pour que l'on commence à réévaluer l'apport éminent de l'AGE dans la libération des départements du Sud de la France⁶³.

La volonté d'autonomie de l'UNE/AGE était motivée principalement par l'existence d'objectifs particuliers au delà de la libération du territoire français de l'occupation allemande, à savoir, en premier lieu, la mise à bas du régime franquiste dont Mónzon et ses amis pensaient qu'elle était à portée de main. À fin août 1944, ils agirent promptement dans ce sens. Les brigades de l'AGE convergèrent vers la frontière pyrénéenne pour lancer l'« assaut final » et « reconquérir » l'Espagne.

Dans un précédent article⁶⁴, l'exploitation de documents d'archives (principalement les archives départementales des Pyrénées-Orientales) et de témoignages oraux nous ont permis de mettre en évidence comment cette volonté de reconquête de l'Espagne se traduisit, dans les Pyrénées-Orientales par un afflux de combattants de l'AGE qui prirent position le long de la frontière. Cette présence espagnole armée dans le département ne pouvait passer en aucun cas inaperçue. Nous avons vu les problèmes qu'elle avait pu poser aux autorités françaises installées au lendemain de la Libération (19 août 1944). La lecture de monographies consacrées aux guérilleros de l'AGE dans d'autres départements du Midi apporte opportunément des précisions sur l'AGE dans les Pyrénées à l'automne 1944⁶⁵.

Les guérilleros de la 3^e division de l'AGE dans les Pyrénées-Orientales en septembre 1944 :

L'une d'entre elles, d'Hervé Mauran⁶⁶, donne de précieuses informations sur la présence dans les Pyrénées-Orientales des guérilleros venus des Cévennes (Gard, Lozère et Ardèche) peu après la Libération..

⁶² La MOI, ancienne organisation syndicale destinée aux étrangers, avait vu le jour en 1924 dans le cadre de la CGTU. Dissoute en 1939 en même temps que le PC, elle fut reconstituée dans la clandestinité et intégra les FTPF dès leur création en 1941.

⁶³ La résistance communiste espagnole ne doit pas occulter la participation — non négligeable dans les départements ou les réfugiés républicains de 1939 étaient nombreux — de républicains d'autres obédiences politiques à la Résistance française (réseaux de passage ou de renseignements, mouvements, AS, et même, parfois, bien que cas de figure beaucoup plus rare, FTPF). Ponctuellement, des biographies du *DBMOMS* permettent de mettre en évidence cette participation.

⁶⁴ André BALENT, « Les guérilleros espagnols dans les Pyrénées-Orientales d'août 1944 à mars 1945, les autorités françaises et le contrôle de la frontière », *Le Midi rouge*, 14, Montpellier, 2009, pp. 24-42.

⁶⁵ Voir le livre récent de Jean Ortiz (Jean ORTIZ, préface d'Annie LACROIX-RIZ, *Guérilleros et mineurs. Résistances en pays miniers*, Biarritz, Atlantica, 2011, 110 p.) dont le titre n'indique pas qu'il s'agit des Espagnols résistants du bassin de Decazeville (Aveyron). Plusieurs pages (91, sq.) sont consacrées à la *Reconquista de España*, à l'opération du Val d'Aran plus précisément.

⁶⁶ Hervé MAURAN, *Espagnols rouges. Un maquis de républicains espagnols en Cévennes (1939-1945)*, Nîmes, Lacour, 1995, 256 p. Hervé Mauran est par ailleurs l'auteur de la notice « Garcia Grandas Cristino » du

L'Ardèche fut libérée au début de septembre. Mais les GE ardéchois avaient combattu dans le Gard et la Lozère. Ils se concentrèrent le 27 août 1944 à la Madeleine (commune de Tornac, Gard) où, deux jours plus tôt lors d'un ultime combat dans les Cévennes gardoises, un petit groupe de FTPF épaulés par quelques FTP anéantirent une colonne allemande et s'emparèrent d'une grande quantité d'armes⁶⁷. La 3^e division des GE, commandée par Cristino Garcia, groupait six cents hommes provenant des 21^e (Gard, 250 hommes), 15^e (Lozère, 100 hommes) et 19^e brigades (Ardèche, 150 hommes). Munis de leurs armes, ils se dirigèrent en camion d'Anduze à Montpellier où ils défilèrent devant Jacques Bounin, commissaire de la République. De là, par Narbonne, ils gagnèrent les Pyrénées-Orientales. Hervé Mauran explique que « le 3 septembre, après quelques jours de pérégrinations, l'état major de la 3^e division s'installe à Prades »⁶⁸. La venue des « Gardois » est confirmée par les sources policières : la gendarmerie informait de la venue « prochaine » dans les Pyrénées-Orientales depuis le Gard de 200 GE. ; elle signalait aussi que l'état-major espagnol qui venait de Lozère était entré en Capcir depuis Quillan (Aude)⁶⁹. Un témoignage oral fait également état de la présence nombreuse de guérilleros en provenance du Gard⁷⁰. Nous savons donc, de façon précise que l'état major qui occupa la villa Marguerite de Prades⁷¹ était, tout au moins au début de septembre 1944, celui de la 3^e division des GE. Officiellement, les autorités françaises ont autorisé ces déplacements de GE (de la 3^e division et d'autres) pour « assurer la défense de la frontière franco-espagnole ». Ils sont en théorie des « bataillons de sécurité »⁷² [qui] ont pour mission d'empêcher les éléments pro-nazis de passer en Espagne »⁷³. En fait tout en surveillant la frontière, les GE attendaient l'ordre de pénétrer en Espagne afin d'en finir avec Franco et son régime (« *reconquista de España* »). Hervé Mauran cite à ce propos le témoignage d'un guérillero venu du Gard, Ricardo Samitier⁷⁴ : « À ce moment, nous avions une activité guerrière très restreinte. Pourtant, il nous fallait rester des nuits entières, interminables, isolés dans les montagnes. Tous les kilomètres, le long de la frontière, un soldat était posté. À la pointe du jour, un camion passait le prendre et un autre assurait la relève ». Samitier ne dit pas de quel secteur géographique il s'agissait : sans doute de la haute « plaine » cerdane puisque l'accès automobile était possible ?

Du 3 au 14 septembre 1944, la 3^e division de l'AGE et son état-major ne cessent de se déplacer. Initialement cantonnée à Prades, la 19^e brigade (Ardèche) commandée par Juan [Joan] Pujadas Carolà

DBMOMS, 5, 2009, cédérom annexe. Guérillero de l'AGE, Cristino Garcia Grandas fut l'un des héros de la résistance cévenole. Il mourut fusillé à Barcelone le 21 février 1946 après être rentré clandestinement en Espagne.

⁶⁷ Où le 25 août 1944 les GE livrèrent un combat contre les Allemands.

⁶⁸ MAURAN, *op. cit.*, 1995, p. 153.

⁶⁹ ADPO, 31 W 32

⁷⁰ Entretien de l'auteur de l'article avec Josep Mas i Mas, *guerrillero* né en 1920, Sant Pere de Torelló, 21 août 2004.

⁷¹ Propriété de Charles Lafabrègue, d'une famille de banquiers locaux.

⁷² Mais les FFI « français » des PO ont aussi formé un « bataillon de sécurité » destiné à boucler la frontière franco-espagnole (et à surveiller l'action des GE !) commandé par un ancien de l'AS, Joseph Balouet (1907-1984). Voir, BALENT, 2009, *Midi Rouge*, p. 35.

⁷³ MAURAN, 1995, p. 153.

⁷⁴ Hervé Mauran a utilisé son témoignage (*op. cit.*, p. 154). Ricardo [Ricard en catalan] Samitier Verdú a été aussi mis à contribution par Ferran Sánchez Agustí et nous savons par ce dernier sa trajectoire depuis Molitg (Conflent, Pyrénées-Orientales) vers Tor (Vall Ferrera, Pallars Sobirà, entre l'Andorre et le Val d'Aran (Ferran SÁNCHEZ AGUSTÍ, *Maquis y Pirineos. La gran invasión (1944-1945)*, Lérída, Editorial Milenio, 2001, 327 p. [pp. 110-112]. Voir aussi BALENT, *Midi Rouge*, 2009, p. 36. Hervé Mauran a reproduit par ailleurs, *in extenso*, son témoignage concernant son expérience de la *Retirada* de Prats-de-Mollo à Ille-sur-Têt puis au camp de Saint-Cyprien

fut ensuite transférée à la citadelle de Mont-Louis, pour, finalement, s'installer à Molitg dans le bas Conflent. Le 14 septembre, elle quitta Molitg pour Foix (Ariège). Vers le 10 septembre, les brigades de la 3^e division étaient ainsi réparties : l'état-major était à Mont-Louis, la 21^e brigade (Gard) commandée par Gabriel Pérez se trouvait à Vernet-les-Bains et la 15^e (Lozère) commandée par Julio Moreno avait pris ses quartiers à Prades⁷⁵.

La brigade de l'Ardèche possédait trois exemplaires de canons multi-fonctions à répétition (dont celle de lutte anti-chars et de lutte antiaérienne), arme très moderne que la brigade avait prise aux Allemands à l'issue du combat victorieux de la Madeleine (Gard). Pujadas qui commandait la 19^e brigade explique que ces armes ont fait sensation : « (...) à Prades, dans les Pyrénées-Orientales, nous étions la seule unité de guérilleros à disposer de canons aussi sophistiqués, et les autres unités nous considéraient avec envie »⁷⁶. On peut imaginer que ces armes durent également impressionner la population locale. Ces armes récupérées pour nombre d'entre elles à l'issue du combat de la Madeleine firent défaut aux formations de FFI gardois en train de constituer des unités destinées à renforcer les armées combattant contre les Allemands ; un maquisard cévenol, François Rouan serait venu à Prades réclamer une partie d'entre elles et se serait vu opposer un refus par l'état major de la 3^e division des GE⁷⁷.

La 3^e division de l'AGE avait un chef charismatique, Cristino Garcia Grandas (1914-1946). Communiste, il avait animé la résistance dans bassin minier d'Alès (Alès et la Grand-Combe, Gard). Initialement actif dans le cadre des FTP-MOI, il intégra l'AGE qu'il implanta dans le Gard et la Lozère. Formant la 3^e division couvrant les trois départements, le communiste Garcia Grandas qui n'était nullement sectaire s'entendit, pour l'Ardèche, avec un militant anarcho-syndicaliste qui avait été un élément très actif de la Résistance française du département, Pujadas Carolà⁷⁸. Il n'hésita pas à lui confier la direction de l'AGE ardéchoise, faisant de cet anarchiste un cas d'espèce, étant l'un des rares (le seul ?) non communistes à assumer ces tâches.

Juan [Joan] Pujadas Carolà né le 13 mai 1914 à Blanes, localité de la province de Gérone, sur la Costa Brava, mécanicien de profession, milita à la CNT et, clandestinement, à la FAI. Pendant la guerre civile (1936-1939), il s'enrôla tout d'abord dans une milice confédérale puis intégra l'Armée populaire dont il devint officier. Se trouvant dans la zone « Centre-Sud » au moment de la chute de la République, il tenta en vain de gagner le port d'Alicante afin de pouvoir prendre un bateau pour l'Afrique du Nord. Prisonnier des forces franquistes, il réussit à s'évader et franchit la frontière le 2 juin 1939. Interné tout d'abord au camp de Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales), il fut libéré fin août et trouva du travail dans la Manufacture Marius Anguenot, une usine de Morteau (Doubs) travaillant pour la défense nationale (fabrication de pièces pour l'aviation). Du fait de la proximité des zones d'opérations, il fut décidé que cette usine se replierait dans le Midi. Le 17 juin 1940, elle était à Aubenas (Ardèche) mais ne put devenir opérationnelle du fait de l'armistice. Pujadas occupa d'abord plusieurs emplois avant d'être embauché sur un chantier forestier destiné à la fabrication de charbon de bois. Toutefois, il résidait à Aubenas où il participa à la Résistance ayant des contacts avec « Combat » et « Libération-Sud » avant d'intégrer les MUR et l'AS. Il fut aussi un agent du réseau Cochet.. Très actif, proche des Espagnols réfugiés, il facilita les contacts de ces derniers avec les MUR et l'AS. Le non renouvellement de sa carte de travail en 1942 provoqua son passage à la clandestinité et sa contribution à la création des premiers maquis ardéchois. Son contact avec Cristino Garcia le convainquit de la pertinence du projet de l'AGE. Aussi accepta-t-il de former la 3^e division,

⁷⁵ MAURAN, 1995, pp. 152-157. Avec (p. 155) une photographie, prise à Prades en septembre 1944, de guérilleros de la 19^e brigade de l'Ardèche.

⁷⁶ MAURAN, 1995, pp. 152-153.

⁷⁷ Témoignage de R. Samitier recueilli par H. Mauran (*op. cit.*, 1995, p. 77, n. 12).

⁷⁸ MAURAN, 2009, *DBMOMS*, cédérom.

lui-même prenant en charge la brigade ardéchoise qui fut très active, au-delà des limites de l'Ardèche, jusque dans les Cévennes gardoises et lozériennes. Notons qu'il facilita le passage dans les rangs de l'AGE d'Espagnols de l'Ardèche ayant initialement participé, comme lui, à l'action des MUR et de l'AS. Le communiste Garcia Grandas lui faisait entièrement confiance bien que son parcours politique et résistant eut été bien différent de celui de la plupart des cadres de l'UNE et de l'AGE⁷⁹.

Du Conflent et de la Cerdagne vers le Val d'Aran :

La 3^e division et ses trois brigades furent donc rapidement mutées vers l'Ariège alors qu'elles auraient pu rester sur place pour être engagées dans les actions à partir du Vallespir ou de la Cerdagne que nous avons retracées dans notre article du n° 14 de *Midi Rouge*. Ce fut pour deux motifs principaux que cette décision – démembrer ces brigades et répartir leurs hommes dans de nouvelles unités – fut prise par l'état-major de l'AGE. Bien sûr ce fut d'abord pour renforcer les effectifs nécessaires à l'exécution de l'opération principale de la *Reconquista de España* au Val d'Aran

Mais, à son arrivée dans l'Ariège, la 3^e division fut démembrée et ses hommes furent répartis entre les diverses unités formées le long de la frontière depuis l'Atlantique. Juan Pujadas fut affecté à la 204^e division commandée par le lieutenant-colonel Vicente López Tovar⁸⁰. L'état major lui confia le commandement d'une brigade composée « pour l'essentiel d'anarchistes et de socialistes issus de divers maquis français »⁸¹. En effet, certains parmi les dirigeants communistes de l'AGE portaient un regard de suspicion sur les éléments anarchistes ou socialistes de l'AGE. Même les communistes trop « indépendants » furent mal vus et écartés des fonctions dirigeantes. Ce fut le cas de Cristino Garcia, à propos duquel Hervé Mauran rapporte dans sa notice du *Maitron* qu'il fut l'une des victimes de cet état d'esprit : « *Les officiers issus de l'anarcho-syndicalisme furent écartés, de même que les chefs communistes dont l'autorité et le charisme faisaient de l'ombre aux hommes de l'appareil stalinien. Les témoignages font défaut pour retracer l'activité de Cristino Garcia au moment de l'incursion des maquis républicains espagnols dans le Val d'Aran, en septembre-octobre 1940. Selon certains témoignages, la mauvaise conduite de l'un de ses hommes, ayant volé le pistolet d'un gendarme à Prades, aurait été le prétexte sous lequel on l'aurait destitué de la direction des maquis issus des Cévennes. Cristino Garcia ne fut pas immédiatement envoyé en Espagne puisqu'on le revit à La Grand-Combe et Alès après la Libération. À cette époque, il se maria aussi avec une Française.* »⁸²

Le malaise des anarchistes au sein de l'UNE/AGE :

Nous avons noté dans nos deux précédents articles du *Midi Rouge* sur le même thème la déception et la désillusion d'un libertaire catalan, Henry Melich, qui s'était enrôlé dans l'AGE et avait participé à une opération secondaire à partir de la Cerdagne française. Ayant expérimenté sur le terrain l'irréalisme de la *Reconquista de España* telle que l'avaient conçue les dirigeants de l'UNE/AGE, il avait « déserté » et s'était enrôlé dans l'Aude dans le 81^e RI formé par les FFI français du département⁸³.

⁷⁹ Sur les éléments de biographie, résumés ici, cf. MAURAN, 1995, pp. 62-67.

⁸⁰ André BALENT, notice biographique de López Tovar à paraître (2012) dans le t. 8 du *DBMOMS*, cédérom annexe.

⁸¹ Et pour l'heure encore favorable à l'UNE et à son projet de « reconquête » dont l'AGE était le bras armé. Ils n'étaient qu'une minorité de ces courants à accepter momentanément cette « unité d'action » conçue par les dirigeants du PCE en France.

⁸² MAURAN, 2009, *DBMOMS*, cédérom.

⁸³ BALENT, *Le Midi Rouge*, 14, 2009, *op.cit.* ; « Quelques compléments sur l'action de l'AGE depuis la Cerdagne française en octobre 1944 », *Le Midi Rouge*, 18, Montpellier, 2011, pp. 33-36. L'enrôlement de

Pujadas Carolà ressentit, dès qu'il arriva dans l'Ariège, un profond sentiment de malaise. Quatorze libertaires de l'AGE vinrent le trouver afin de pouvoir quitter les rangs d'une formation qui les marginalisait et les considérait comme des « suspects ». López Tovar essaya de les dissuader de quitter l'AGE. Après les avoir fait arrêter en gare de Foix, López Tovar, après discussion avec Pujadas, accepta leur démobilisation⁸⁴.

Pujadas participa à l'action du Val d'Aran avec d'autres hommes issus de la 3^e division. Relevé du commandement d'une brigade, il fut affecté à un groupe de sabotage. Avec deux autres GE, il devait faire sauter un pont près de la Seu d'Urgell, objectif auquel ils renoncèrent étant donné que l'ouvrage était sous bonne garde⁸⁵. Pujadas réussit à se faire démobiliser à Toulouse à la fin novembre 1944. Il retourna en Ardèche où il demeura à la disposition des autorités militaires françaises jusqu'à sa démobilisation définitive à la fin mars 1945⁸⁶.

Désillusion, aussi, de certains communistes :

Parmi les GE de la 21^e brigade (Gard) qui transitèrent par les Pyrénées-Orientales pour participer à l'opération du Val d'Aran, Une section issue de cette unité, entrée au Val d'Aran, demeura trente-trois jours en territoire espagnol, et après deux contacts avec les forces franquistes, eut un tué. Son chef, le lieutenant Hurtado, eut les pieds gelés et dut rester hospitalisé à l'hôpital de Bagnères-de-Luchon⁸⁷.

Quant au « héros cévenol », Cristino Garcia, qui lui aussi était venu en Conflent en septembre 1944, il fut envoyé en Espagne par le PCE afin de reconstruire le parti clandestin qui avait été décapité par la répression. Entré en Espagne en avril 1945, il fut arrêté en décembre de la même année. Condamné à mort par un conseil de guerre à Alcalá de Henares, il fut fusillé à Barcelone le 21 février 1946. Son exécution eut un retentissement, jusqu'à l'assemblée générale de l'ONU, le 10 février 1946 (après sa condamnation, avant son exécution). Le 26 février 1946, le GPRF décida la fermeture de la frontière franco-espagnole.

Conclusions :

La présence massive des guérilleros de l'UNE dans les Pyrénées-Orientales d'août 1944 à mars 1945 a longtemps été évacuée de la mémoire collective. Des témoignages que nous avons recueillis et, surtout, l'utilisation, pour la première fois, de fonds des ADPO nous ont permis dans un premier temps d'aborder ce sujet. Mais sans une collecte de témoignages, entreprise parfois, – comme ce fut le cas de l'historien ardéchois Hervé Mauran – à une époque où les acteurs de cette épopée méconnue étaient encore vivants pour la plupart, certains détails relatifs à la présence des « Cévenols » et des « Ardéchois » dans les Pyrénées-Orientales auraient été sans doute perdus à jamais. L'échec en octobre 1944 des rêves de « reconquête de l'Espagne », la disgrâce dans laquelle tombèrent ses initiateurs (Jesús Monzón et ses amis dans le PCE), la dissolution du PCE, du PSUC et des organisations « amies » par le gouvernement français en 1950 contribuèrent à ce que l'oubli et l'occultation fissent leur travail pernicieux. Les « mauvais souvenirs » des populations locales qui

Melich au 81^e RI est aussi évoquée dans la biographie de Victor Meyer (alias « Jean-Louis »), communiste sétois, FTP de l'Aude. Rédigée par André Balent et Jacques Blin, elle sera publiée en 2013 dans le t. 9 du *DBMOMS*. Le présent numéro du *Midi Rouge* la publie en primeur (pp. 13-15).

⁸⁴ MAURAN, 1995, p. 156.

⁸⁵ MAURAN, 1995, pp. 161-162.

⁸⁶ MAURAN, 1995, p. 166.

⁸⁷ MAURAN, 1995, pp. 161-162, témoignages de Francisco Hurtado et de Manuel Pérez recueillis par l'auteur.

n'ont guère apprécié une occupation espagnole du territoire dans la foulée du départ des forces d'occupation allemandes jouèrent aussi leur rôle dans le processus d'amnésie ainsi que nous l'avons expliqué dans notre article de 2009.

Le travail d'Hervé Mauran aura également permis de montrer que l'UNE et l'AGE surent attirer des éléments issus de courants politiques extérieurs à la mouvance communiste « officielle ». Ces derniers, par ailleurs peu représentatifs de leurs courants et organisations d'origine qui d'emblée refusèrent le projet « monzoniste », finirent par s'en détacher quand ils comprirent que ces « organisations de masse », l'UNE et l'AGE, prétendument unitaires qui n'étaient en fait que des appendices du PCE et du PSUC. Bientôt, ils furent à leur tour victimes de l'intransigeance des principaux dirigeants du parti, Santiago Carrillo et Dolores Ibarruri qui avaient passé les années 1940-1944 loin de l'occupation allemande, de la répression et de la Résistance, à commencer par celle des réfugiés de la *Retirada* demeurés en France pendant les années noires. D'ailleurs, souvent, nombre d'entre eux n'attendent pas les décisions de leurs partis pour intégrer les rangs de la Résistance.

Hervé Mauran, a montré, aussi, l'action des réfugiés espagnols dans les trois départements du Gard, de la Lozère (en Languedoc-Roussillon, champ de compétence de notre association) et de l'Ardèche et a retracé en s'appuyant sur une solide documentation combinant sources orales et écrites, l'épopée de la 3^e division de l'AGE de 1943 à la Libération. Cet aspect, toutefois, ne concernait pas notre sujet, la présence des *guerrilleros* de l'AGE dans les Pyrénées-Orientales après la Libération.

André BALENT

* * *

*

NOTES SUR L'ÉVOLUTION DE LA TOPONYMIE URBAINE DANS L'HÉRAULT DE 1944 À 1970.

Comme le rappelle le terme de « toponymie » communément utilisé, la dénomination des rues a été longtemps liée à des repères topographiques : cela répondait à un souci de localisation, de description, ou de direction. D'autres dénominations fonctionnelles correspondaient à des édifices ou à des activités humaines⁸⁸. Le lien avec l'environnement était donc naturellement l'explication des choix. La toponymie appliquée à l'espace rural a prouvé tout son intérêt étymologique et descriptif. Mais la toponymie urbaine, appliquée au réseau des voies de la ville, parle aussi d'identité culturelle et d'histoire politique. Dans la période contemporaine, les noms des rues, les odonymes, renvoient à diverses thématiques : des héritages historiques revendiqués, parfois abandonnés puis restaurés ; des valeurs dominantes qui sont le fondement de la construction mémorielle ; un panthéon qui peut être national mais aussi international ou local.

Aujourd'hui, comme l'affirme Jean-Marie Guillon, « la nomination de l'espace public [...] relève du politique au sens le plus classique du terme »⁸⁹. Les choix politiques des élus locaux sont affichés

⁸⁸ Claude LAPEYRE et Alain ROQUE, *Béziers pas à pas, ses rues, ses allées, ses monuments*, Éditions Horvath, Lyon, 1993, 255 p.

⁸⁹ Jean-Marie GUILLON, « Batailles de mémoire en Provence », in *La toponymie urbaine*, UMR Telemme, L'Harmattan, 2001, pp.123-138.

et sollicitent l'attention et la mémoire des habitants et des visiteurs. Ils sont souvent révélateurs d'une dominante idéologique même si les alternances républicaines créent des ruptures.

La Libération élimine les marques du régime de Vichy en restaurant les références chères à la III^e République, de Gambetta à Jean Jaurès, et en y ajoutant les héros de la Résistance et de fortes personnalités militaires de la Deuxième Guerre mondiale ; les municipalités communistes, soutenues par un mouvement associatif vigoureux, y joignent des références au mouvement ouvrier.

Une nouvelle épuration intervient très vite, dès 1947, avec la Guerre froide. Le repli sur l'Ouest interdit les « Hommages publics » aux héros de l'Union soviétique ou aux symboles de leurs victoires comme le nom de Stalingrad. La construction européenne qui s'amorce est celle de l'ouest : jumelages et dénominations odonymiques nouvelles sont limités au bloc de l'ouest.

Par la suite, de nouveaux marqueurs entrent dans l'espace public. La progression du régionalisme est soulignée par un repli sur le local, voire sur l'identitaire, avec des connotations nostalgiques : un changement qui va aussi de pair avec une moindre présence des références politiques.

Quels sont les objectifs de l'analyse toponymique ? Repérer les périodes successives de l'urbanisation, mais aussi les péripéties et rivalités politiques ; car l'affichage toponymique est partout un enjeu : sur ces plaques que chaque passant, chaque résident, lit et relit, des dates, des noms, arrivent à marquer les mémoires, à entrer dans l'espace culturel, voire à le définir. Qui ne verrait que les choix des banlieues rouges de la ceinture parisienne sont des marqueurs qu'on ne retrouve pas ailleurs dans notre gigantesque agglomération capitale ?

Ainsi, dans le département de l'Hérault comme ailleurs certaines équipes municipales ont tenté de laisser par ce moyen, dans leur espace, le souvenir des hommes, des valeurs, des événements qu'ils voulaient honorer.

Sources :

Certaines monographies urbaines dont les auteurs s'attachent à révéler l'histoire des dénominations sont des outils précieux. Citons l'ouvrage de Frank Hamlin, *Les noms de lieux du département de l'Hérault*⁹⁰, celui de Marcel Barral, *Les rues à Montpellier du Moyen Âge à nos jours*⁹¹, ou *Béziers pas à pas. Ses rues, ses allées, ses monuments*⁹² qu'ont signé Claude Lapeyre présidente de la Société archéologique de Béziers et Alain Roque employé aux Archives de la Ville. Mais les sources primaires sont l'essentiel : pour la toponymie, elles sont conservées par les Archives municipales dans les registres des délibérations sous la dénomination d' « Hommages publics », ou plus rarement de « Voirie ». Les extraits des registres des délibérations des conseils municipaux sur la toponymie sont regroupés aux Archives nationales à Fontainebleau avec un classement départemental⁹³.

La série conservée à Montpellier sous l'intitulé « Hommages publics » fait état de dix neuf communes héraultaises ayant procédé à des changements ou à des choix nouveaux de dénominations de leurs voies publiques dans la première décennie d'après-guerre⁹⁴. Les cas deviennent plus nombreux après 1955 : le développement urbain l'exige. À Montpellier où sont créés beaucoup de lotissements, 43 délibérations sont consacrées à la toponymie entre 1955 et 1970⁹⁵. Dans cette période, chaque dossier doit être transmis au préfet dans un délai de quarante jours : une obligation supprimée par la loi du 31 décembre 1970.

⁹⁰ Centre d'Études occitanes, Lacour, Nîmes, 1988

⁹¹ Éditions Espace Sud, Montpellier, 1989.

⁹² Éditions Horvath, Lyon, 1993.

⁹³ AN site de Fontainebleau, 1978065/21, Toponymies et Hommages publics.

⁹⁴ Arch. dép. Hérault, 390 W 2, Hommages publics 1944-1955

⁹⁵ Idem, 660 W 7, Approbation de dénomination de voies et équipements publics (1955-1971)

évolutions de la réglementation après la Deuxième Guerre font qu'il est possible de distinguer trois phases : celle qui suit la Libération et s'achève en 1947 est un temps de liberté. Puis, pendant plus de 20 ans, un raidissement de l'administration coïncide avec la période la plus dure de la Guerre froide. À partir de 1970, en ce domaine comme dans d'autres, la « Détente » ramène des pratiques moins coercitives.

L'esprit de la Libération, un temps de Liberté :

Ce n'est que le 19 juillet 1945 qu'une circulaire préfectorale promet aux conseils municipaux « un agrément de principe pour les hommages aux personnes qui ont rendu des services distingués à la Patrie au cours des derniers événements ». La Libération ayant été acquise près d'un an plus tôt, les comités locaux de la Libération issus de la Résistance n'auraient pu patienter aussi longtemps pour effacer les nombreuses empreintes toponymiques laissées par le régime de Vichy. Le Maréchal Pétain cède la place au Général de Gaulle, honoré comme « pionnier de la Résistance française » à Béziers et à Montpellier en octobre 1944, mais aussi à Agde le mois suivant. Après la mort du général, son nom sera encore retenu : à Mèze en 1970 pour rebaptiser la rue de la Gare. La date de la Libération locale est fréquemment choisie : l'avenue de la République devient à Béziers l'avenue du 22 août 1944. Parmi les héros de la Résistance, Gabriel Péri fait l'unanimité. La petite commune de Saint-Just le choisit en mars 1946 sur la demande de la section du Parti communiste. Il remplace à Béziers Camille Pelletan. Mais Jean Moulin est le plus fréquemment choisi. Il l'est à Béziers aussi parce que c'est la ville de sa naissance et de sa jeunesse. Il le sera encore dans diverses communes dans les décennies suivantes. La commune de Capestang a été parmi les premières à honorer, sur la demande des familles, ses martyrs locaux : dix huit personnes prises en embuscade à Fontjun en juin 1944 et fusillées par les Allemands à Béziers. Un vote unanime lors de la délibération du 6 février 1946 les a inscrits dans la toponymie du village. La règle est, en principe général, de réserver les hommages aux morts. Beaucoup de communes le font : à Sète quand le nom du résistant Jean-Marie Barrat, du mouvement Combat, déporté et décédé en juin 1945, est donné à un stade.

Lors des élections municipales de mai 1945, cinq maires communistes sont désignés dans des communes urbaines (de plus de 2 500 habitants). À Montpellier les conseillers communistes sont les plus nombreux ; cependant la ville garde jusqu'en 1953 le même maire, le professeur de médecine Paul Boulet, déjà élu en 1935, réputé « médecin des pauvres »⁹⁶. Les édiles communistes ont-ils laissé une marque significative dans la toponymie ? Ce n'est pas le cas à Béziers où Joseph Lazare successeur du socialiste Malafosse en décembre 1944 à la tête du CLL puis élu en 1945, n'a pas privilégié cette pratique comme l'avait fait son prédécesseur qui avait en quelques mois, depuis août 1944, épuré l'espace urbain de ses désignations pétainistes. Au contraire, le maire communiste de Sète, Pierre Arraut, s'est distingué par sa volonté de politiser l'espace communal en rendant hommage non seulement à la Résistance mais aussi à l'allié soviétique. À l'instigation du Comité France-URSS, le conseil municipal sétois le 21 mars 1946 donne le nom de Stalingrad à la place Victor Hugo : « Notre commission, soucieuse d'associer la Ville à l'hommage rendu pour faits de guerre à la vaillante Armée rouge, a décidé de donner au plan dit « Victor Hugo » la dénomination de « Place Stalingrad ». Le préfet donne son accord en juillet sous la seule condition qu'une autre artère soit réservée à Victor Hugo. Le maire communiste de Frontignan, Georges Aillaud attribue à un square le nom de Staline. Une autre figure importante de la gauche héraultaise, l'avocat socialiste Jean Bène, résistant, président du CDL et maire élu en 1945 à Pézenas, donne à une avenue le nom de Roger Salengro, ancien ministre de l'Intérieur du Front populaire. C'est encore à l'initiative d'un maire socialiste, Jean Landes, qu'est retenu le nom de Salengro à Florensac.

⁹⁶ Hélène CHAUBIN, « L'Hérault », dans *Les élites locales, du Front populaire aux années cinquante*, Éditions du CNRS, 2000, pp. 202-213.

Mais ces exemples sont rares et les dénominations sont précaires comme ce sera prouvé dans la période suivante. Déjà, le gouvernement manifeste des réserves : la circulaire Le Troquer du 12 avril 1946 conseille d' « éviter des modifications dues à des passions passagères ». Les personnalités choisies doivent être « à l'abri de toute polémique ». S'il s'agit de personnalités étrangères, « les gouvernements intéressés doivent donner leur accord ». Si polémique il y a, le problème doit être soumis à la commission des sites, perspectives et paysages, qui peut décider le maintien d'une ancienne appellation si elle présente un intérêt archéologique, historique, ou géographique⁹⁷.

L'impact de la Guerre froide sur la toponymie :

1947 est l'année des changements : les débuts de la Guerre froide avec la création du Kominform et la rupture entre socialistes et communistes. Un décret du 12 avril 1948 laisse aux préfets la responsabilité d'approuver ou refuser les décisions municipales en matière de toponymie. Dix ans plus tard, en vertu du décret du 6 février 1958 il faudra également une approbation par arrêté du ministère de l'Intérieur.

Les élections municipales de 1947 sont défavorables aux communistes : Joseph Lazare et Pierre Arraut sont remplacés par les radicaux Émile Aïn et Gaston Escarguel. Arraut retrouvera sa mairie en 1959 mais Béziers ne réélira un maire communiste qu'en 1977 : Paul Balmigère. Et à Pézenas, Jean Bène cède la place à un maire divers droite, Garbal qui, en décembre 1947, veut remplacer le nom de Salengro par celui du général Leclerc. Le sous-préfet qui sait le prestige de Jean Bène écrit dans un courrier du 15 mars 1948 au préfet : « la municipalité de Pézenas manque un peu de doigté car elle risque de heurter une partie de l'opinion qui, tout en respectant et en glorifiant le général Leclerc, reste attachée au souvenir de l'ancien ministre de l'Intérieur du Front Populaire ». Le préfet tranche le 18 mars en optant pour une double affectation. Il y a à Florensac une situation comparable en 1948 quand le sous-préfet s'oppose à l'abandon du nom de Salengro au profit de celui d'un ex-conseiller général Alexandre Laval, « fervent mutualiste ». Le préfet enquête ; il juge que « si cette décision était appliquée, elle ne manquerait pas d'amener les protestations véhémentes des membres du parti socialiste dont l'influence est assez marquée à Florensac. Lors des élections municipales du 19 octobre 1947, monsieur Landes Jean, maire sortant de Florensac, tête de liste SFIO, a obtenu 539 voix au premier tour du scrutin, cependant que Monsieur Fabre Évariste, maire actuel de Florensac, radical-socialiste, en obtenait 547 ». Le nom de Salengro est maintenu et celui de Laval est attribué à l'avenue de Pézenas. Chaque élection municipale peut remettre en question des choix toponymiques : en 1953, à Frontignan, quand le socialiste Philippe Chappotin succède à Georges Aillaud, le square Staline devient le Square de la Liberté. Des références au Front populaire sont parfois tolérées : c'est le cas à Marsillargues qui a encore en 1951 une municipalité communiste et accède en mars à une demande de la section locale des « Vieux Travailleurs » en attribuant au Faubourg du Bac le nom d'Ambroise Croizat l'ancien ministre du Travail qui est décédé le 11 février. L'accord préfectoral ne survient qu'au bout de 10 mois, après consultation de la commission des sites. Encore est-ce faute d'avoir trouvé un texte qui aurait permis au préfet d'appuyer « une fin de non-recevoir ». Mais quelques années plus tard, en avril 1957, le préfet approuve immédiatement la délibération du conseil de Mauguio conduit par Auguste Meynier, un maire socialiste, qui donne au faubourg de Bel Air le nom de Léon Blum et à une rue d'un nouveau lotissement celui de Léon Jouhaux. Bédarieux peut appeler son jardin d'enfants Danielle Casanova en avril 1961. Sète en avril 1963 donne le nom des Joliot-Curie, « savants qui illustrèrent la science et furent aussi de purs et passionnés défenseurs de la Paix » à une cité technique et à un boulevard.

Pour célébrer le souvenir de la Deuxième Guerre, ce sont bien souvent les noms de résistants qui sont proposés et retenus : comme, à Bédarieux encore, celui de Gabriel Sabathier du maquis de

⁹⁷⁹⁷ « Chinoiseries administratives », *La Voix de la Patrie*, 6 octobre 1947.

Lacaune, fusillé par les Allemands à Saint-Pons le 21 août 1944 ou celui du lieutenant Marius Bazille, de Sète, résistant tué par les Allemands en 1944 dans le Lot-et-Garonne. À Montpellier, en mai 1965, une avenue est consacrée à l'abbé Paul Parguel, curé de Sainte-Bernadette, déporté à Neuemgamme. Les hommages peuvent être individuels ou collectifs : à Montpellier, en avril 1957, une partie de l'avenue de Lodève devient l'avenue des Maquisards, « en souvenir de l'entrée des premiers maquisards dans la ville de Montpellier par cette voie lors de la libération de la ville ». En novembre 1960, c'est un tronçon de la rue saint Vincent de Paul qui s'appellera rue du 81^e régiment d'infanterie : autrefois en garnison à Montpellier dans les locaux de la caserne de Lauwe, il a été récemment reconstitué en Algérie. À Béziers en décembre 1963, la délibération se fait sous la présidence du premier adjoint, le socialiste Jules Faigt. Il est décidé que la rue Malbosc deviendra la rue Pierre Brossolette, et le chemin de Valras l'avenue des Martyrs de la Résistance.

La date du 8 mai 1945 est choisie à Poussan en mai 1966 pour l'ancienne promenade du Jardin public, à Montpellier en avril 1970 pour un rond-point à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la signature de la paix, et à Sète en décembre 1970 « pour satisfaire à la demande des Anciens Combattants ». Un autre moyen : choisir les noms de militaires de haut rang : ce sont le plus souvent ceux de Leclerc et de De Lattre de Tassigny. Le Maréchal de Lattre de Tassigny a rendu visite à Sète le 30 avril 1950. Ce n'est qu'après son décès survenu le 11 janvier 1952, que la municipalité Escarguel peut lui attribuer une partie du quai de la Résistance. Dans cet esprit, déjà, la même équipe avait décidé le 25 avril 1950, à l'occasion de la visite du maréchal, et sur demande de l'Association « Rhin et Danube » de renommer le quai du Pont Neuf en quai Rhin et Danube : « légitime hommage à la première Armée française qui, sous les ordres du général de Lattre de Tassigny, a inscrit dans l'histoire une magnifique page d'héroïsme, toute à la gloire des Armes françaises ». Montpellier aussi, en 1952, donne le nom de Jean de Lattre de Tassigny à l'allée de l'Esplanade. À Valras, la rue Lémouzy devient la rue Maréchal Leclerc en juillet 1953. Mais quand Béziers propose, plus tardivement, en 1966, de donner à une nouvelle rue le nom du maréchal Juin, le ministère oppose un refus puisque Juin est toujours en vie et rappelle que le délai d'attente après un décès doit être de 5 ans afin que le choix soit soumis « à l'épreuve du temps dans l'opinion »... Le nom du Maréchal Leclerc est très souvent retenu : à Aspiran en décembre 1952, à Valras en juillet 1953, à Montpellier en juillet 1964, à Frontignan en septembre 1970.

Le panthéon toponymique est local ou national. Sète a fait une exception en mai 1963, quand la rue Neuve du nord est attribuée à Julian Grimau, un communiste fusillé en Espagne, résistant antifranquiste, malgré l'avis négatif du ministère de l'Intérieur : le maire Arraut passe outre et le préfet de Région renonce à faire enlever de force les plaques.

Si on excepte les tentatives faites pour intégrer le nom de Staline, il n'y a pas de propositions concernant les grands acteurs étrangers de la Deuxième Guerre. Le maire le plus hardi en la matière, Pierre Arraut, n'a jamais avancé les noms des glorieux officiers supérieurs de l'Armée Rouge (ce qui aurait été refusé pendant la Guerre froide), – non plus, d'ailleurs que ceux des généraux américains – . Ainsi, dans ce champ public, la Guerre froide a eu pour effet d'écraser la mémoire du rôle de l'URSS dans la Seconde Guerre mondiale et d'ignorer les pays placés sous son influence.

Dans ces années de bipolarisation, la construction européenne se fait entre pays de l'ouest. Dans cet espace, les jumelages sont encouragés. Mais ils ne sont jamais autorisés avant 1970 avec des villes de l'Est. Quand Agde crée en décembre 1952 une rue de Prague, c'est « pour rappeler le camp des Réfugiés espagnols et de la première armée tchèque anciennement stationnée sur son emplacement ». Montpellier qui rend honneur à Robert Schuman en octobre 1965 met en évidence ses jumelages : l'avenue de Heidelberg est créée dans la ZUP de La Paillade. Les avenues dédiées à Louisville et Barcelone confluent sur le rond-point Robert Schuman. Enfin, la commission fait une liste de propositions en avril 1967 ; il s'agit de villes jumelles, ou universitaires (on jumelle aussi les universités) : ce sont Bologne, Salerne, Cos, Bari, Saragosse, Salamanque, Oxford, Cambridge, Leyde, Liège et Uppsala.

Seule, l'Europe de l'Ouest intègre l'espace montpelliérain. À la question : *Les politiques municipales de toponymie ont-elles enregistré la bipolarité du monde et continué d'opposer un « nous » et un « eux » ?* La réponse est « oui » dans la mesure où presque aucune dénomination ne renvoie à l'Est, à ses villes, à ses combats, ni aux personnages qui ont contribué à la victoire de 1945, même dans ce premier temps où les esprits en sont encore marqués. L'Europe en construction est vue uniquement comme un espace occidental, la bipolarisation est bien présente dans la toponymie.

Par exception peut-être, jusqu'en 1970, les marques des guerres de décolonisation n'apparaissent pas encore dans ce département. Tout au plus peut-on noter une proposition du conseiller communiste Campagnac à Sète en faveur de Camille Blanc, un socialiste qui fut maire d'Evian jusqu'en 1959. Résistant savoyard, il avait été arrêté par l'OVRA. « Ardent défenseur de la paix » pendant la guerre d'Algérie, il fut assassiné par l'OAS dans sa ville dans la nuit du 30 au 31 mars 1961. Son nom a été donné à un boulevard sétois en mai 1963.

Autres temps : développement économique et régionalisme :

La poussée démographique, la création de nombreux lotissements, obligent les mairies de principales villes à constituer des commissions spécialisées en toponymie qui à l'avance dressent des listes, le plus souvent entérinées sans problèmes car pour ne pas provoquer de polémiques, on donne la préférence à la botanique et à la faune ou encore à des artistes du siècle précédent. Chardonnerets et loriots, albatros et cormorans, pour Montpellier en 1962 et 1963 mais aussi pour Sète en 1971 : cela convient aux comités de quartiers.

Il y a quand même des thèmes importants qui caractérisent les années 1960 : outre les références à l'Europe en construction, les choix se portent désormais sur les acteurs du développement local que sont des promoteurs ou des élus comme à Marseillan-Plage, le 24 octobre 1967, pour des allées appelées André Filliol, du nom du maire, qui, dès l'après-guerre, avait entrepris l'aménagement du littoral (ce qui se heurta au refus du ministre car l'intéressé était toujours vivant) ; à Mèze, le 12 juillet 1969, ce fut une rue pour les Frères Armond, industriels suisses qui y ont implanté une distillerie « devenue la plus grande d'Europe et qui fait le succès des eaux-de-vie du Languedoc-Roussillon », à Carnon, le 24 mars 1970, une parcelle léguée à la commune prend le nom de Jean Cibrand, créateur de la station de Carnon-Plage.

Le régionalisme progresse. Montpellier, ville universitaire, honore ses professeurs médecins, juristes, historiens. Le mouvement occitan propose des noms qui sont autant de références soit à des traditions (Il y avait eu à Pérols en octobre 1955, à l'initiative du club taurin *Lou Razet*, la Place Folco de Baroncelli, un marquis poète et gardian mort en 1943 ; il y eut la rue des « Gardians » à Montpellier en février 1965), soit à des félibres (Montpellier en 1969, Lunel en 1971), ou encore à des noms de « pays » languedociens, comme le Rouergue (26 janvier 1970)⁹⁸.

Ainsi se révèle l'affaiblissement de la toponymie politique. Le phénomène n'est pas propre à l'Hérault. Jean-Marie Guillon l'observe en Provence : « le Panthéon est devenu une volière, un jardin, un arboretum, un dépliant touristique... ».

Hélène CHAUBIN

* * *
*

⁹⁸ Frank HAMLIN, *op. cit.*

UN COLLOQUE HISTORIQUE FRANCO-ALGÉRIEN À NÎMES SUR LA FÉDÉRATION DE FRANCE DU FLN (1954-1962)

Les 10 et 11 mars 2012, à l'occasion de l'anniversaire des Accords d'Évian, s'est tenu à Nîmes un colloque franco-algérien sur *la Fédération de France du F.L.N. (1954-1962)*. Il était organisé à l'initiative de Bernard Deschamps, ancien député communiste du Gard, par l'Association France-Al Djezaïr, à laquelle s'étaient associées huit organisations (Amicales d'Algériens de la région, Institut d'histoire sociale CGT, ARAC, France-Palestine, Mouvement de la Paix etc.) L'annonce de ce colloque a provoqué un débat public qui s'est même étendu au niveau national. Des associations de rapatriés ou de descendants de harkis, en liaison avec le Front national, soutenues par des personnalités politiques locales (le maire de Nîmes J.P. Fournier, le député UDF Yvan Lachaud) ont demandé l'interdiction de ce colloque. Celle-ci n'ayant pas été obtenue, ces associations ont organisé le 10 avril une manifestation de quelques centaines de personnes aux portes du colloque dont l'accès a dû être protégé, mais aussi filtré par des CRS. La direction du conseil général du Gard qui avait d'abord soutenu l'entreprise, a choisi plus tard de s'en dissocier.

Le colloque s'est néanmoins tenu avec succès devant plusieurs centaines d'assistants et a réuni un brillant panel de dix communicants français et algériens. On comptait parmi eux des historiens confirmés des rapports franco-algériens comme Gilbert Meynier ou de plus jeunes chercheurs, Marc André, Linda Amiri, Emmanuel Blanchard, Sylvie Thénault, ayant consacré leurs travaux à ce moment de l'histoire, ainsi que des témoins de premier plan comme Mostefa Boudina, sénateur algérien et Ali Haroun, avocat et ancien ministre. Bernard Deschamps et Didier Lavrut ont traité plus particulièrement des aspects gardois.

Dépassant un peu le champ annoncé, les communications ont porté sur divers aspects, l'implantation progressive notamment à partir de la guerre de 1914-1918 d'une population d'origine algérienne en France (G.Meynier), les premiers échos dans l'immigration algérienne en France des événements du 1^{er} novembre 1954 (L.Amiri), l'action des groupes de choc du F.L.N. dans la région lyonnaise, et la répression dont ils furent l'objet (M.André), l'organisation par le F.L.N de la manifestation du 17 octobre 1961 à Paris (E. Blanchard), la mise en place progressive du mouvement FLN dans le Gard (Didier Lavrut) et ses caractéristiques spécifiques par rapport à d'autres régions (B.Deschamps). La riposte très dure, des gouvernements de l'époque (police, justice, tribunaux militaires) qui donna lieu à de nombreuses condamnations à mort, a été évoquée par S.Thénault ainsi que la défense des inculpés par les avocats algériens (Ali Haroun). Mohamed Boudina, ancien condamné à mort détenu à Lyon, a donné un témoignage bouleversant sur ces moments douloureux.

Les interventions ont donné lieu à de riches échanges, non sans qu'apparaissent parfois les tensions qui partagent aujourd'hui la communauté d'origine algérienne en France. Mais globalement, c'est avec une grande sérénité que s'est tenu le colloque et les intervenants algériens ont rappelé avec force qu'il n'y avait de leur côté nul esprit revanchard et qu'un seul désir les animait, celui que se substituent aux conflits du passé des relations cordiales et fructueuses entre la France et l'Algérie.*

Raymond HUARD

*La publication des actes du colloque doit avoir lieu. Rappelons d'autre part que B.Deschamps a récemment réédité les deux ouvrages qu'il avait consacrés à cette question. (*Les Gardois contre la guerre d'Algérie* et *Le Fichier Z. Essai d'histoire du FLN algérien dans le Gard 1954-1962*. Chez l'auteur : ab.deschamps@wanadoo.fr).

ACHETEZ LES VOLUMES PARUS DU MAITRON

5^e PARTIE : DE 1940 À 1968

***Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier,
mouvement social***

Tome 1 : de A à Bek

Tome 2 : de Bel à Bz

Tome 3 : de Ca à Cor

Tome 4 : de Cos à Dy

Tome 5 : de E à Ge

Tome 6 : de Gh à Je

Tome 7 : Ji à Lel

NB : avec ce tome 7, accès gratuit en ligne au site maitron-en-ligne

SOUSCRIVEZ AUX VOLUMES SUIVANTS

**CHAQUE TOME COMPREND UN VOLUME PAPIER (650 NOTICES, ENVIRON)
ACCOMPAGNÉ D'UN CÉDÉROM COMPRENANT ENVIRON 1800 NOTICES
SUPPLÉMENTAIRES. PRIX : 65 €**

Le Maitron est publié aux Éditions de l'Atelier, 51-55 rue Hoche 94200 – Ivry-sur-Seine
www.editionsatelier.com

Consultez également le site du « Maitron » : www.maitron.org

INTERNET DE L'ASSOCIATION MAITRON

LANGUEDOCROUSSILLON

L'Association Maitron Languedoc-Roussillon a un site :

<http://www.histoire-contemporaine-languedoc-roussillon.fr/>